

**RCHTQ**

Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire  
des travailleurs et travailleuses du Québec

# BULLETIN

Volume 28, numéro 1 [75], printemps 2002

---





## Bulletin

Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire  
des travailleurs et travailleuses du Québec

Volume 28, numéro 1 [75], printemps 2002

---

### SOMMAIRE

Georges Massé

Le boulevard St-Laurent, lieu d'émergence d'un  
prolétariat immigrant : présentation des actes  
de ce colloque - exposition

p. 5

Michael Del Balso

Une communauté en transition : la Petite Italie  
de Montréal

p. 9

Miguel Simão Andrade

La propriété et le travail : l'enracinement  
des Portugais sur la Main

p. 15

Ira Robinson

La Violence dans le milieu communautaire des  
immigrants juifs montréalais

p. 31

Andrée Lévesque

Du rouge sur la « Main » pendant les années  
trente

p. 39

Jean-Philippe Croteau

L'héritage de l'Institut du Baron Hirsch :  
entre la commission protestante et l'école  
Peretz (1890-1920)

p. 55

IN MEMORIAM

Décès d'Odette Vincent, le 15 octobre 2002

p. 67

---

Le bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses est publié deux fois l'an par le RCHTQ.

## **ABONNEMENTS**

Pour deux numéros :

individu : 15,00\$

institution : 20,00\$

(Les anciens numéros sont disponibles au coût de 7,00\$ le numéro)

Envoyez votre chèque au nom du RCHTQ,  
Département d'histoire, Université de Montréal,  
C.P. 6128, succursale Centre-ville, Montréal, H3C 3P8

Envoyez tout manuscrit, information ou annonce au RCHTQ, Département d'histoire, Université de Montréal,  
C.P. 6128, Succursale Centre-ville, Montréal, H3C 3P8  
(de préférence sur disquette Word Perfect ou Word accompagné d'une sortie papier)

---

Responsable du Bulletin (2002-2003) : Marc Comby

---

La photo de la page frontispice provient des Archives publiques du Canada. Elle illustre l'expulsion de locataires à Montréal (C30811).

La photo à la page 38 provient des Archives nationale du Québec, Fonds Conrad Poirier : Jour de déménagement à Montréal, 27 avril 1937 (P48 S1 P1 476).

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Canada  
Bibliothèque nationale du québec  
ISSN 1187-6484

## **Le boulevard St-Laurent, lieu d'émergence d'un prolétariat immigrant : présentation des actes de ce colloque - exposition**

Georges Massé, Département des sciences humaines, UQTR

Ce colloque - exposition était organisé par le Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs québécois (RCHTQ) et par le Musée de la Pointe à Callière dont l'exposition consacrée au boulevard St-Laurent à travers le temps, et intitulée « Saint-Laurent, la «Main» de Montréal » prenait l'affiche en avril 2002.

Le comité organisateur de l'évènement était composé de Pierre Anctil, alors attaché au Ministère des relations avec les citoyens et immigration et maintenant directeur du Conseil interculturel, ainsi que de Georges Massé et Sylvie Taschereau, tous deux professeurs à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Nous remercions la direction du Musée et particulièrement Madame Christine Lavertue dont les talents logistiques ont permis le succès de ce colloque qui en se déroulant dans l'ancienne usine de pompage nous a fourni l'atmosphère intimiste d'un site patrimonial de grande valeur.

Nous avons sollicité des communications abordant l'un ou l'autre des thèmes suivants : les cycles migratoires au XXe siècle, les structures communautaires immigrantes, l'intégration des nouveaux venus, les rapports majorité - minorité, la trame urbaine et la sociabilité, l'industrie manufacturière, la syndicalisation, le petit commerce, la participation à la vie politique municipale-provinciale- fédérale, la presse ethnique, la culture populaire et les arts, les nouvelles cultures urbaines, l'architecture et les caractéristiques du milieu urbain.

Bien sûr, les communications délivrées lors du colloque, pas plus que celles que nous présentons dans ce numéro du Bulletin RCHTQ, n'épuisent tous ces thèmes. Néanmoins, par

la combinaison de communications et d'une exposition, ce colloque témoigne de la richesse et de la variété de ce Montréal des immigrants qu'incarne si bien le boulevard St-Laurent. Un Montréal ethnique caractérisé, au début du XXe siècle, par l'émergence d'une nouvelle «classe» ouvrière dont on sous-estime la contribution originale au mouvement ouvrier. Par des exposés et des images (photos, plans), absentes de ce Bulletin, ce colloque illustre le caractère emblématique de cette artère et la place centrale que la «Main» devrait occuper dans l'histoire.

Les deux premières communications de l'atelier consacré à la « mobilité géographique et sociale » ne figurent malheureusement pas dans ce numéro de notre Bulletin. Madame Sherry Olson, avec son humour habituelle et sa perspicacité y dressait l'état des lieux des groupes ethniques à Montréal au début du siècle. Dans notre programme détaillé elle annonçait ainsi la teneur de son exposé :

As Canada entered the 20th century, a census tallied its people in terms of «race», «religion», «language», «national origin», in an effort to interpret the country's human resource in terms of labour power and earning power. Aware of the ambiguities and controversies which surround each rubric employed in the census, I attempt to situate seven household samples in the urban space and the urban economy. I treat «the Main» as a meridian from which we can make some observations of the trajectories of seven communities. News items and notarial records for several properties close to St Lawrence Main offer glimpses of the complexity of the relationships between groups».

L'historiographie et les récentes publications de Pierre Anctil décrivent le boulevard Saint-Laurent comme étant également l'axe autour duquel vit et s'organise la communauté juive dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Selon Sylvie Taschereau les juifs sont nombreux à y mettre sur pied leur propre atelier, ou à y ouvrir boutique. Or, expliquait-elle, «ces petites entreprises, fragiles et instables par définition, deviennent une des voies de leur promotion sociale. La «Main» est en effet aussi le lieu d'émergence d'un petit patronat juif qui, en l'espace d'une ou deux générations, prend fermement place dans l'économie de la ville. J'explorerai à la fois le processus de mobilité et les rapports étroits, voire parfois ambigus, qui existent à cette époque entre ouvriers et petits patrons.» À partir du mouvement coopératif juif, qui naît à Montréal dans les premières décennies de ce siècle, elle analysait «La «Main, 1900-1945: une voie de promotion sociale pour les juifs».

**S**ous le titre d'une «communauté en transition: la petite Italie de Montréal après la seconde guerre mondiale», Michael Del Balso traite de la situation spatiale et de la condition des immigrants italiens depuis le début du siècle jusqu'à nos jours. Si les québécois d'ascendance italienne se concentrent dans le Mile End durant la première moitié du siècle, ce n'est plus le cas à partir des années cinquante alors que l'immigration est en forte croissance. C'est ainsi que leur mobilité sociale se traduit par une mobilité géographique qui les conduit vers les secteurs au nord de l'Île de Montréal.

L'arrivée et l'installation des Portugais en terre montréalaise est plus tardive que celle des Juifs et des Italiens. Miguel Simao Andrade explique les modalités et les raisons de l'implantation et de l'enracinement de sa communauté d'origine dans un périmètre du boulevard Saint-Laurent où ils remplacent les communautés juive et italienne. «Ce boulevard c'est mon enfance», dit-il. Dans un texte d'une grande profondeur il décrit et analyse «Le monde du travail: mobilité sociale, accultura-

tion et intégration des portugais à Montréal (1960-2000) ». On y apprend comment les immigrants portugais assument leur statut initial de prolétaire et le transforment, à la force de leurs bras, par l'accession à la propriété. Andrade ne cherche pas à monter en épingle cette sorte de «success story» comme en témoignent les statistiques de 1996 qu'il utilise pour signaler et déplorer le faible taux de scolarisation qui frappe encore sa communauté d'origine.

Le thème de ce colloque dévolu à ce «lieu d'émergence d'un prolétariat immigrant» qu'était, et qu'est peut-être encore, le boulevard Saint-Laurent ne se prête pas à des «success stories». Dit autrement ce n'est pas un lieu parsemé de roses que nous cherchions à faire connaître. Le deuxième atelier, présidé par Bernard Dansereau, aborde la question sous l'angle «Des manifestations de violence». Les communications d'Ira Robinson et d'Andrée Lévesque révèlent cette autre face du boulevard Saint-Laurent.

L'historiographie montre que la violence et la criminalité font aussi partie de la vie des communautés des immigrants juifs qui, venant de l'Europe de l'Est, se sont implantés en Amérique du Nord au début du vingtième siècle. La présentation d'Ira Robinson, intitulée «La violence dans le milieu communautaire des immigrants juifs montréalais», glisse sur la violence entre Juifs et non Juifs pour se concentrer sur des cas de violence interne engendrée par les manifestations de factions idéologiques et de courants, tant religieux qu'athées, que la majorité des juifs perçoivent comme des insultes au judaïsme ou à ses rituels. La vie interne de la communauté juive montréalaise est ainsi perturbée par des échauffourées dans les synagogues et par les luttes pour contrôler l'industrie de la viande cachère de Montréal. Sans compter les réactions violentes des juifs au prosélytisme des protestants qui cherchent à les convertir au nom de la civilisation.

Dans un ordre d'idée quelque peu analogue Andrée Lévesque raconte que l'Association des ministres protestants dénonce les ba-

vures policières ayant conduit à la mort de Nick Zynchuck en qualifiant le rôle de la police de «un-British, not to speak of its non-Christian character». On est en 1933, dans le quartier Saint-Louis que le policier Brodeur appelle «...un nid de communistes». Madame Lévesque nous entraîne dans ce quartier, déjà cosmopolite, où la militance des communistes se heurte à la phobie du péril rouge, aux réactions des élites politiques et cléricales ainsi qu' à une action policière hargneuse.

Sous le titre « Du rouge sur la «Main»: la présence communiste autour du boulevard Saint-Laurent dans les années 1930", Andrée décrit trois types de situations qui illustrent les manifestations que les «camarades» organisent et les répressions dont ils sont victimes. Son arpentage nous fait découvrir des lieux et des espaces où se déroulent les activités communistes : le temple du travail, la Salle Empire, la Salle Prince-Arthur, l'Aréna Mont-Royal.

Le troisième atelier, présidé par Pierre Anctil, touche la question des «Formes des institutions religieuses et éducatives». Jean-Philippe Croteau ouvre la séance en livrant une communication qui dévoile «L'héritage de l'école du Baron Hirsch: entre la commission protestante et l'École Peretz (1890-1907)». L'Institut Baron Hirsch est une organisation philanthropique que subventionne l'Alliance israélite universelle de Paris afin d'ouvrir à Montréal une école destinée aux enfants des nouveaux immigrants juifs. Croteau définit les objectifs de cette première école privée et ses relations difficiles avec la Commission scolaire protestante à propos des taxes scolaires et du salaire des instituteurs.

Puis les professeures Isabelle Bouchard, Susan Bronson et Sara Tauben mettent les participants au colloque « Sur les traces de la communauté juive de Montréal: les synagogues le long du corridor immigrant de la «Main» ». Cette communication s'appuie sur une recherche mise en branle par Sara Tauben afin d'étudier l'histoire sociale et architecturale des synagogues juives de Montréal. La première partie de leur texte établit la localisation successive des syna-

gogues dans le périmètre de la «Main». Une localisation à géométrie variable qui se déplace depuis le sud de la rue Sherbrooke, au XIX siècle, vers le nord au XX siècle.

Les auteures de cette communication dressent un profil des caractéristiques architecturales de ces lieux de cultes, variés et souvent modestes, et de leurs transformations au fil du temps. Il est dommage que la modestie de notre Bulletin nous interdise de reproduire les diapositives qui illustraient leur propos. Néanmoins il nous semble que cette communication devrait alimenter des réflexions sur le concept de patrimoine, sa nature et sa perception différente selon la culture des communautés.

Une différence de perception probablement imputable à la prédominance des fonctions utilitaires des ces synagogues plutôt qu'à leur dimension symbolique. Toucherions-nous ici un cas de spécificité culturelle de communautés, juives et souvent pauvres, qui, au gré de leur mouvement, égrenent ses lieux de culte le long de l'artère Saint-Laurent? S'agirait-il d'une forme d'oblitération de la mémoire d'une communauté immigrante? Ces synagogues, découvertes par Bouchard-Bronson-Tauben sont-elles susceptibles d'une mise en valeur et de devenir ainsi des lieux de mémoire pour reprendre l'expression de Pierre Nora? Quelles corrélations, si corrélation il y a, pourrions-nous établir avec le souvenir de ces lieux de sociabilité communiste révélés par Andrée Lévesque et qui sont aujourd'hui tombés dans l'oubli d'une société qui, en passant à autre chose, a tourné la page des «Années dures de la turlutte « pour reprendre le titre du beau film de Boutet et Gélinas?

Par la suite ce colloque - exposition prend tout son sens en entraînant les participants sur la piste de lieux et bâtiments ayant marqué l'évolution de Montréal et de son boulevard Saint-Laurent. Le lancement du volume de Pierre Anctil («Saint-Laurent, la «Main» de Montréal», publié aux éditions du Septentrion) nous met l'eau à la bouche avant de passer à la

visite guidée et commentée par Anctil et l'équipe d'organisation de «L'exposition Saint-Laurent, la «Main» de Montréal». C'est la poursuite sur un autre mode des présentations et discussions de la journée. Une manière de concrétiser par leur localisation et leur visualisa-

tion les diverses fonctions,- de même que leurs utilisations et transformations successives, - de bâtiments à vocation économique, commerciale, sociale et culturelle. Une belle façon muséale de faire revivre, le temps d'une exposition, l'incomparable «Main» de Montréal.

---

Le boulevard St-Laurent, lieu d'émergence d'un prolétariat  
immigrant

Un colloque-exposition

3 mai 2002

---

Programme

**Atelier 1:** Mobilité géographique et sociale

Président animateur: Georges Massé, Université du Québec à Trois-Rivières

Groupes ethniques à Montréal au tournant du siècle: l'état des lieux  
Sherry Olson, Département de géographie, Université McGill

La «Main», 1900-1945 : une voie de promotion sociale pour les Juifs ?  
Sylvie Taschereau, Département des sciences humaines, Université du Québec à Trois-Rivières

Une communauté en transition: la petite Italie de Montréal après la seconde guerre mondiale  
Michael Del Balso, Département de sociologie, Collège Dawson

Le monde du travail: mobilité sociale, acculturation et intégration des Portugais à Montréal. (1960-2000)  
Miguel Simao Andrade, Carrefour des jeunes lusophones du Québec

**Atelier 2:** Des manifestations de violence

Président animateur: Bernard Dansereau, Université de Montréal

La violence dans le milieu communautaire des immigrants juifs montréalais  
Ira Robinson, Département des sciences religieuses, Université Concordia

Du rouge sur la «Main»: la présence communiste autour du Boulevard St-Laurent dans les années 1930  
Andrée Lévesque, Département d'histoire, Université McGill

**Atelier 3:** Les formes des institutions religieuses et éducatives

Président animateur: Pierre Anctil, Ministère des relations avec les citoyens et immigration

L'héritage de l'institut du Baron Hirsch: entre la commission protestante et l'école Peretz (1890-1920)  
Jean-Philippe Croteau, étudiant au doctorat en histoire, Université du Québec à Montréal.

Sur les traces de la communauté juive de Montréal: les synagogues suivant le corridor immigrant de la «Main»  
Isabelle Bouchard, Susan Bronson et Sara Tauben, Université de Montréal et de Concordia



## Une communauté en transition : la Petite Italie de Montréal

Michael Del Balso, Département de sociologie Collège Dawson

Cette présentation ce veut un survol de la communauté italienne de son développement autour du boulevard Saint-Laurent au début du siècle, jusqu'à aujourd'hui.

À la fin du 19<sup>ième</sup> siècle, il y avait très peu d'Italiens à Montréal. Le nombre d'Italiens a brusquement augmenté dans les deux premières décennies du 20<sup>ième</sup> siècle en raison du grand flux d'immigrants qui sont arrivés avant la Première Guerre mondiale. Il y avait environ 2000 résidents d'origine italienne en 1901 et l'énorme majorité étaient des ouvriers. Dans un premier temps, c'était une migration temporaire, par exemple, des hommes qui étaient embauchés par les grandes compagnies ferroviaires ou sur les chantiers de construction. Selon une étude, en 1903 le Canadien Pacifique employait à lui seul presque 1200 Italiens de Montréal. Il y a même eu en 1904 une Commission Royale d'enquête pour examiner l'immigration des journaliers Italiens et les procédés des bureaux de placements qui appartenaient à des Italiens.

Peu à peu l'immigration italienne est plus permanente et implique des femmes et des enfants. À l'époque beaucoup d'Italiens vivaient au sud de Sainte-Catherine entre Saint-Laurent et Saint-Denis sur des rues telles que Sanguinet, DeBuillon et particulièrement Saint-Timothée et Amherst. En 1905, la paroisse Notre Dame de Mont Carmel fut établie dans le quartier pour servir les Italiens.

En 1911 les résidents d'origine

italienne à Montréal étaient environ 7000 et en 1921 leur nombre avait plus que doublé. En conséquence, il y a eu une expansion de la communauté italienne vers d'autres zones de Montréal. Les Italiens s'établirent en grand nombre au nord de Bellechasse et Saint-Laurent dans la zone de Mile End, même s'il y avait des résidents d'origine italienne dans d'autres zones de Montréal. La paroisse Madonna della Difesa avait été établie dans la zone en 1910 avec deux écoles adjacentes qui en 1921 comptaient environ 770 élèves. Il y avait également divers organismes, des entreprises (comme Catelli sur la rue Bellechasse et Drolet, le premier fabricant de pâtes au Canada), des épiceries, des boulangeries, et d'autres petits commerces qui appartenaient à des Italiens.

Il y a également raison de croire que bon nombre des Italiens étaient originaires des régions Abruzzi-Molise et de Caserta (du centre-sud de l'Italie), si l'on juge par les documents d'église et par la présence de certaines associations de secours mutuel (qui recrutaient leurs membres selon leur provenance d'origine soit le village, la province ou la région de l'Italie). Par exemple, l'église Madonna della Difesa était en grande partie l'initiative des Italiens originaires du village de Casacalenda situé dans la région Abruzzi-Molise (aujourd'hui Molise).

Selon une recherche faite dans les années trente, la communauté italienne dans Mile End connaît un développement rapide, particulièrement entre 1925 et 1935. On a

estimé qu'il y avait en 1935 environ 6000 Italiens dans le quartier, et c'était le quartier avec la plus forte concentration d'Italiens à Montréal.

Pendant les années vingt l'émigration italienne vers le Canada a chuté brusquement et n'a repris qu'après la Deuxième Guerre mondiale. Il en est résulté un changement démographique. La communauté italienne était composée de plus en plus par des Italiens de la deuxième génération, c'est à dire, par les enfants d'immigrants. En d'autres termes, l'augmentation de la population des Italiens devient en grande partie due aux naissances et non pas à l'immigration.

Pendant les années menant à la Deuxième Guerre mondiale la communauté a fait face à des années difficiles, non seulement pour des raisons économiques, mais également pour des raisons politiques. Par exemple, suite à l'avènement du gouvernement fasciste en Italie, des nouvelles organisations étaient mises sur pied à Montréal. Une telle organisation se nommait le Fronte Unico Italiano et regroupait des clubs, des associations de secours mutuel et les paroisses. Le but de cette organisation était en partie de protéger les intérêts des Italiens, tout en soutenant le gouvernement de Mussolini. (À l'intérieur de l'église Madonna della Difesa il y a toujours une remarquable fresque de Mussolini dessinée à l'époque par l'artiste Guido Nincheri.) L'Ordre des fils d'Italie était une des associations de secours mutuel très active dans le Fronte Unico. Elle fut fondée en 1919 et était une des plus grandes associations de secours mutuel, avec presque 1200 membres en 1940. L'Ordre des fils d'Italie participa activement à la construction d'un centre social en 1936, la Casa d'Italia (Maison d'Italie), située au coin de Jean-Talon et Lajeunesse et qui était devenu le lieu

de nombreuses activités à l'appui du gouvernement fasciste de l'Italie.

Il y avait aussi des anti-fascistes dans la communauté; ils ont quitté l'Ordre des fils d'Italie et mis sur pied une organisation anti-fasciste, l'Ordre des Italo-Canadiens. Un membre fondateur de l'Ordre des Italo-Canadiens a publié en 1941 le journal *Il Cittadino Canadese* (le Citoyen Canadien). Le nom du journal et l'année de sa fondation sont en soit révélateurs des convictions politiques du fondateur.

Cependant, il est possible que pour la plupart des Italiens leur participation aux activités fascistes était plus une expression de fierté ethnique et un passe-temps qu'une expression d'appui à l'idéologie fasciste.

En plus des conflits internes le gouvernement canadien a empêché la communauté italienne de fonctionner normalement pendant la Deuxième Guerre mondiale. Beaucoup d'Italiens furent déclarés "sujets d'un pays ennemi," et environ 600 Italiens de Montréal furent internés au Camp Petawawa dans le nord de l'Ontario. Plusieurs propriétés de la communauté furent confisquées, comme La Casa D'Italia, et les activités des associations furent perturbées.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale la majorité des 25000 Italiens à Montréal étaient de la deuxième et même de la troisième génération. Beaucoup d'entre eux s'étaient intégrés à la société canadienne française ou à celle canadienne anglaise mais ils continuaient quand même à maintenir des liens avec la communauté italienne.

Après la guerre, des associations ont été réactivées et des nouvelles associations ont été créées en partie pour servir les intérêts et les besoins d'une communauté avec un prépondérance d'Italiens nés à Montréal. Par exemple, CIBPA (Canadian Italian Business and Professional Association - l'Association

des gens d'affaires et professionnels Italo-Canadiens), une association qui avait comme but de promouvoir et défendre les intérêts des hommes d'affaires et des professionnels d'origine italienne, était créée en 1949 (elle est encore très active). Il a été noté dans une étude menée par le gouvernement fédérale dans les années 50, que à l'époque CIBPA consistait en grande partie d'un groupe d'italiens nés au Canada. De même, une recherche faite dans les années 60 a constaté qu'un grand nombre des membres étaient intégrés à la société canadienne française et un nombre moindre à la société canadienne anglaise.

Néanmoins, la communauté et les organismes comme CIBPA, subiront une transformation dramatique durant les années 50 et 60 à cause d'une nouvelle vague d'immigration italienne. Cette immigration reprend lorsqu'en 1948 le gouvernement canadien retire les Italiens de la catégorie des "sujets d'un pays ennemi" et l'immigration italienne atteint très vite un niveau élevé. De 1948 à 1972 plus de 503000 Italiens ont immigrés au Canada, desquels plus de 121700 au Québec et principalement sur l'île de Montréal.

La plupart des Italiens sont venus en tant qu'immigrants parrainés. Pour le gouvernement le système de parrainage facilitait l'immigration des ouvriers non-qualifiés et semi-qualifiés dont le marché du travail avait besoin. En plus, le gouvernement n'était pas responsable d'aider les immigrants. Dans les années 50 et 60 entre 80 et 90 pour cent des Italiens étaient parrainés. En effet, de 1951 à 1963 les Italiens représentaient 40 pour cent des immigrants parrainés au Canada. Des 30000 immigrants italiens arrivés au Canada en 1967, environ 25000 étaient parrainés.

Pour les Italiens, le système de parrainage était une façon assez simple de

faire venir les membres de leur famille et les amis. Les liens de parenté assuraient aux immigrants un soutien matériel. Bien sûr, ces liens ont aussi influencé la composition sociale de la communauté dans les années 50 et 60. Le système de parrainage a encouragé une migration de chaîne formée de personnes issues de certaines régions de l'Italie. Et comme on pouvait s'y attendre, le grand nombre d'immigrants italiens provenaient des mêmes villages ou des mêmes provinces que les Italiens déjà établis à Montréal. De plus, comme un bon nombre des Italiens habitaient dans Mile End, c'est dans ce quartier que beaucoup des immigrants italiens habitaient dans les années 50.

Au début des années 50 la plupart des immigrants étaient des hommes. Par exemple, en 1951-52 presque 70 pour cent des immigrants italiens étaient des hommes. Mais peu à peu cette situation a changé et de 1955 à 1961, 41 pour cent des immigrants italiens étaient des hommes, 33 pour cent étaient des femmes et 26 pour cent étaient des enfants en dessous de 15 ans. Évidemment, il y a eu une augmentation des familles italiennes à Montréal et dans Mile End. Ceci explique, en partie, l'augmentation du nombre de baptêmes de 468 en 1955 à 1062 en 1960 à l'église Madonna della Difesa.

Durant les années d'immigration la vie communautaire était en grande partie basée sur les liens familiaux. Il ne faut pas sous-estimer la tenacité avec laquelle les immigrants se sont accrochés à des valeurs et formes sociales traditionnelles pour les aider à améliorer leurs conditions matérielles.

Provisoirement, beaucoup d'immigrants habitaient avec des parents ou des amis pour faire des économies et de mettre de côté suffisamment d'argent pour acheter une maison. Ceci met en évidence le

rôle des liens basés sur l'origine régionale dans le développement de la communauté.

Les ouvriers formaient l'énorme majorité des immigrants italiens. Les hommes travaillaient sur des chantiers de construction, dans des usines, ou pour les compagnies de chemin de fer. Leurs emplois étaient souvent physiquement exigeants et dangereux. La plupart des femmes travaillaient dans le secteur du vêtement et en de nombreux cas étaient payées à la pièce. Quelques femmes travaillaient à domicile; elles prenaient des pensionnaires ou gardaient les enfants des femmes qui travaillaient à l'extérieur.

Une étude sur les revenus moyens des hommes à Montréal en 1961 souligne les très bas salaires des italiens à cette époque. Les hommes italiens avaient le revenu moyen le plus bas parmi divers groupes.

Au début des années 60, les Italiens étaient presque 102000 dans la région métropolitaine de Montréal. Ils étaient trois fois plus nombreux qu'il y a une décennie et avaient déplacé les juifs en tant que troisième plus grand groupe ethnique à Montréal. En moins de dix ans une communauté composée majoritairement d'Italiens de deuxième et troisième génération a été transformée en une communauté principalement d'immigrants.

La prédominance des immigrants a influencé la vie institutionnelle et les structures de la communauté. Par exemple, CIBPA a de plus en plus pris un intérêt dans les besoins des immigrants. Selon un ancien président, CIBPA avait fait pression sur le gouvernement fédéral pour que l'allocation familiale soit versée aux enfants immigrés. De plus, le gouvernement provincial avait été sollicité pour obtenir de l'aide financière pour la construction de l'hôpital Santa Cabrini.

L'augmentation de la population italienne a favorisé dans Mile End la croissance des petits commerces comme les épiceries, les agences de voyages, les magasins de vêtements et de meubles. Souvent les propriétaires comptaient sur des clients originaires du même village ou de la même région qu'eux.

Cette période a vu aussi un essor des médias, prenons comme exemple les journaux. Pendant les années 60 il y avait quatre journaux hebdomadaires et ils avaient leurs bureaux dans Mile End. Il Corriere Italiano fondé en 1952, et qui a fêté son 50ième anniversaire de publication, avait un tirage de 36500 copies et Il Cittadino Canadese fondé en 1941 avait un tirage de 24000 copies. Ces deux hebdomadaires n'étaient pas seulement les plus grands de la communauté italienne mais aussi parmi les publications ethniques au Canada.

À cause de l'expansion de la communauté italienne le Mile End commence à perdre son importance comme quartier résidentiel principal des italiens dans les années 60. À mesure que bon nombre des Italiens résidants dans Mile End réussissaient à mettre de côté suffisamment d'argent pour acheter une maison, ils s'installaient dans d'autres quartiers. Dans une certaine mesure ce déplacement représentait pour eux de la mobilité sociale. Certains de ses quartiers étaient en expansion et il se construisait des nouvelles maisons.

Beaucoup d'italiens sont allés vivre dans le nord-est où une grande partie de la population était francophone. Par exemple, dans la zone de Montcalm, l'église Madonna della Consolata a été fondée au début des années 50 au coin de Jean-Talon et Papineau. Dans les années 60 la paroisse servait 6000 familles, autant que la paroisse Madonna della Difesa. L'église Madonna della Consolata servait les Italiens qui vivaient

dans St-Michel (fusionné avec Montréal dans les années 60) où le nombre d'Italiens avaient augmenté de 460 en 1951 à 8600 en 1961. En 1961 la paroisse Madonna di Pompei a été établie pour servir les Italiens du secteur nord de la ville de St Michel; après quatre ans elle servait 4000 familles et était devenue la troisième plus grande paroisse italienne. Elle servait aussi les Italiens de Montréal Nord et Saint- Léonard.

Jusqu'au milieu des années 50, Saint-Léonard était une ville semi-rurale canadienne française d'environ 1000 résidents. Mais la ville a subi une croissance rapide dans les années 60. Le nombre de résidents est passé d'environ 4900 en 1961 à presque 52000 en 1971 et durant la même période le nombre de résidents d'origine italienne a augmenté de 450 à 14700.

En 1967 le gouvernement canadien a adopté une nouvelle politique d'immigration qui allait limiter le nombre d'Italiens arrivant au Canada. Le "système de points" qui prévoyait certains critères d'admissibilité, notamment les études, a réduit la possibilité de parrainer des parents, faisant diminuer l'immigration italienne considérablement. Enfin, dans les années 70 il n'y a pratiquement pas eu d'immigration italienne au Canada.

En 1971 il y avait près de 160,000 résidents d'origine italienne dans la région métropolitaine de Montréal.

Aujourd'hui en parcourant la rue Saint-Laurent entre Saint-Zotique et Jean-Talon nous découvrons plusieurs restaurants italiens, des cafés, et même quelques magasins de produits italiens. Nous avons l'impression d'être au cœur de la communauté italienne. Mais, ceci n'est pas le cas car il y a très peu d'Italiens qui habitent dans Mile End aujourd'hui.

La promotion de la Petite Italie de ces dernières années a été une initiative des gens

d'affaires du quartier. La plupart sont des propriétaires de restaurants ou de cafés qui ont formé en 1996 l'Association de promotion de la Petite Italie. L'association organise différentes activités qui visent à promouvoir le quartier, par exemple, l'annuel "Italfestival". Cette association a aussi profité d'un plan de la Ville de Montréal pour revitaliser le quartier. Ce projet a permis de réaménager le parc Martel, devenu "le parc de la Petite Italie", au coin de St Zotique et St Laurent ainsi que d'ériger des arches stylisées sur le boulevard St-Laurent à l'entrée de la Petite Italie.

Selon le recensement de 1996, dans la région métropolitaine de Montréal 158495 résidents ont déclaré être strictement d'origine ethnique italienne et près de 62435 ne l'être qu'en partie. La vaste majorité des Italiens sont de la deuxième et de la troisième génération, et parmi ceux qui sont de la première génération, un bon nombre ont immigré très jeunes. À travers les années les Italiens se sont installés dans différentes zones de la région métropolitaine de Montréal. Il est à noter que même s'il y a une forte concentration d'Italiens dans certaines zones, ils ne forment pas la majorité de la population, même pas à St-Léonard. Il faut ajouter que des études ont démontré que les Italiens sont plus dispersés dans la région métropolitaine de Montréal que beaucoup d'autres groupes ethniques.

Donc, pour la majorité des Italiens d'aujourd'hui le secteur de Mile End, surnommé la Petite Italie, est devenu simplement un lieu historique où il y a beaucoup de restaurants et café italiens.



## La propriété et le travail : l'enracinement des Portugais sur la *Main*

Miguel Simão Andrade

La question du rapport entre l'ethnicité et l'espace urbain dans les sociétés modernes est, depuis les débuts de la sociologie des relations interethniques, un champ d'étude particulièrement fertile. L'histoire des nombreuses vagues d'immigration ayant déferlé sur le Québec depuis le milieu du XIXe siècle révèle le rôle primordial de la région montréalaise dans l'implantation et l'intégration des nouveaux arrivants à la société d'accueil. Au cœur de cette grande ville se trouve une artère principale, véritable point de passage, mais aussi lieu d'enracinement et de métissage : le boulevard Saint Laurent.

Ce boulevard c'est mon enfance. C'est aussi le berceau de ma communauté d'origine : les Portugais. Dans ma communication, il sera question de l'enracinement des Luso-québécois dans les quartiers qui bordent le boulevard Saint-Laurent et des modalités de leur intégration à la vie montréalaise. Cette intégration sera mise en lumière par l'analyse de deux phénomènes qui occupent une place fondamentale dans le parcours de ce groupe ethnique, soit, dans un premier temps, l'acquisition d'un logement dans une section précise de l'espace urbain montréalais et la formation d'un quartier ethnique, et dans un deuxième temps, le monde du travail comme moyen d'intégration; principal instrument de mobilité sociale et vecteur d'importants changements culturels. Résultat de

continuités, de ruptures et de changements dus à une inévitable adaptation, la culture des Luso-québécois en est une où la modernité et la tradition se confondent, se nourrissent et s'opposent pour former un tout original et dynamique.

Dans ma communication, le groupe ethnique portugais désigne l'ensemble des immigrants d'origine portugaise qui vinrent s'établir au Québec au cours de la principale période d'immigration (1953-1974) et les enfants élevés ou nés au Québec. Le recensement de 1991 dénombre près de 43 000 Portugais et descendants de Portugais au Québec; dont 32 325 qui résident dans la grande région montréalaise<sup>1</sup>. Cette dernière statistique n'a rien d'étonnant. À l'instar des autres communautés ethniques, les Portugais, malgré leur origine rurale, ont préféré s'établir dans les grands centres urbains qui offraient de meilleures perspectives d'emplois. Mais pourquoi et comment ont-ils constitué une communauté ethnique dans un lieu précis de l'espace urbain montréalais?

### **Le boulevard Saint-Laurent : constitution d'une communauté ethnique en milieu urbain.**

La formation des premières communautés portugaises à Montréal est un

---

<sup>1</sup> Gouvernement du Québec, *Profils des communautés culturelles du Québec*, Les Publications du Québec, 1995, p.485 et 488.

phénomène récent qui remonte au milieu des années 50. La très grande majorité des immigrants portugais s'installent dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler le quartier historique portugais, celui qui accueillit la plupart des immigrants portugais jusqu'à la fin des années 70. Cette région est délimitée « par la rue Sherbrooke au sud, la rue Saint-Joseph au nord, la rue Saint-Denis à l'est et l'avenue du Parc à l'ouest »<sup>2</sup>. L'axe commercial et institutionnel de la communauté se situe au croisement de la rue Rachel et Saint-Laurent. En 1976, près de 12 000 Portugais habitent le quartier Saint-Louis<sup>3</sup>.

Phénomène étonnant, sinon unique dans l'histoire montréalaise contemporaine. En l'espace d'un peu plus de dix ans, des immigrants portugais s'approprient, occupent, transforment et revitalisent un coin de Montréal. Institutions, églises, centres culturels et sportifs, banques, commerces et logements aux façades multicolores surgissent venant transformer le paysage urbain du quartier. Ces immigrants impriment leur culture et leur identité à l'intérieur et à l'extérieur des murs de leurs maisons, dont ils sont majoritairement propriétaires. Les commerces de la communauté arborent fièrement les couleurs et la langue portugaise sur leurs enseignes et offrent à leur clientèle des produits typiquement portugais. Les principales institutions religieuses, culturelles et économiques de la communauté y siègent : l'église Santa-Cruz, le centre communautaire, la caisse d'économie des Portugais de

---

<sup>2</sup> ALPALHAO, João Antonio et Victor Manuel PEREIRA DA ROSA, *Les Portugais du Québec : éléments d'analyse socio-culturelle*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1979, p.71.

<sup>3</sup> *Idem*, p. 71.

Montréal, les journaux d'expression portugaise, les institutions culturelles et sportives, dont l'A.P.C, la plus ancienne association portugaise au Canada. Cette dernière loge depuis le début des années 70 dans l'ancienne synagogue Khebra Shas<sup>4</sup>.

Ce détail anodin est particulièrement révélateur. Il illustre les changements importants dans la composition ethnique du quartier dans l'après-guerre alors que les Juifs quittent massivement le quartier créant un vide qui sera rapidement comblé par les nouveaux venus<sup>5</sup>. En 1975, la Commission de toponymie et d'urbanisme de la Ville de Montréal décide de nommer un parc situé en plein cœur de ce quartier, au croisement de la *Main* et de la rue Marie-Anne, en l'honneur de cette nouvelle communauté : le parc du Portugal, témoignage parmi tant d'autres de la présence massive des immigrants portugais dans cette région de Montréal.

---

<sup>4</sup> Le premier siège social de l'A.P.C, fondée en 1956, était situé au coin de la *Main* et de la rue Sherbrooke, dans l'édifice Godin. L'Association Portugaise du Canada déménagea au début des années 70 sur la rue Saint-Urbain, au sud de Rachel, dans l'ancienne synagogue.

<sup>5</sup> D'autres exemples témoignent de cette transition. Par exemple, la mission portugaise catholique érigée canoniquement en 1964 sous le nom de Mission Santa-Cruz occupa les locaux de l'édifice de Neighbourhood house, un ancien centre communautaire juif situé au 4440 Clark (entre la rue Rachel et Mont-Royal) avant de déménager dans une toute nouvelle église construite en 1984 sur le terrain adjacent de l'ancienne école primaire Our Lady of Mont-Royal (coin Clark et Rachel). Celle-ci fut rachetée par les catholiques portugais qui en firent un centre communautaire. Les locaux de l'ancienne école sont encore utilisés à des fins scolaires puisque l'École secondaire Lusitana (école portugaise du samedi) y dispense ses cours depuis sa fondation en 1972.

<sup>6</sup> LINTEAU, Paul-André, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 2000, p.467-473.



La *Main* est historiquement le couloir privilégié de l'immigration<sup>6</sup>. Juifs, Italiens, Polonais, Grecs ont successivement ou simultanément occupé cet espace pour le quitter après une ou deux générations. Mobilité sociale et économique allant de pair avec la mobilité géographique. Plus riches et instruits, la majorité des membres de ces communautés culturelles ont préféré s'établir dans des quartiers ou des banlieues favorisées tout en recréant les mêmes structures communautaires sur des bases ethniques. Les Portugais ont aussi connu cette mobilité géographique, mais le cœur de leur communauté est demeuré dans le quartier Saint-Louis. Les principales institutions, les commerces et une partie importante de la population portugaise y ont toujours leur demeure<sup>7</sup>.

Comment expliquer la formation d'un quartier ethnique portugais? Comment et pourquoi les Portugais se sont-ils implantés sur les rues entourant le boulevard Saint-Laurent, remplaçant ainsi les communautés juives et italiennes? La question mérite d'être posée. Pour plusieurs, le phénomène de la concentration ethnique est naturel dans la mesure où il nous apparaît normal que les immigrants se rassemblent à l'intérieur d'un espace pour recréer une communauté culturelle homogène et solidaire. Or, la réalité est plus complexe. L'historien se méfierait toujours, avec raison, de ce qui apparaît naturel, évident, normal.

Certes, les affinités culturelles dans un contexte de nouveauté et d'isolement peuvent, en partie, expliquer la formation des quartiers ethniques. Les nouveaux arrivants préférant s'installer dans un espace déjà occupé par des individus partageant la même langue et la même culture d'origine. Cette proximité culturelle peut faciliter

l'intégration dans la mesure où les premiers immigrants aideront les nouveaux venus dans leur quête d'un logement ou d'un emploi. Mais cette explication de type culturaliste ou fonctionnaliste est simpliste. Comme le souligne le sociologue Gilles Lavigne dans sa remarquable étude *Les ethniques et la ville*, « seule une fraction des membres d'un même groupe se rassemble; ensuite, seuls quelques-uns des groupes ethniques forment des communautés et des quartiers »<sup>8</sup>. Le lien, maints fois établi, entre l'immigration comme cause et le quartier ethnique comme effet est donc à questionner.

L'étude réalisée par Mario Polèse au début des années 70 sur la géographie résidentielle des immigrants et des groupes ethniques arrive à la même conclusion<sup>9</sup>. Certains groupes, comme les Polonais ou les Allemands ont tendance à se disperser dans le paysage urbain alors que d'autres tels les Juifs et les Italiens ont tendance à se regrouper pour former des groupes

---

<sup>7</sup> Le dernier recensement canadien de 1996 dénombre 4 480 individus d'origine ethnique portugaise dans l'arrondissement Plateau-Mont-Royal (6% de la population totale). En termes démographiques, ils constituent le troisième groupe ethnique le plus important derrière le groupe ethnique français (36%) et canadien (24%). Notons que le questionnaire du recensement confond la langue, la nationalité et l'ethnicité ce qui peut engendrer certaines confusions. Voir : Ville de Montréal, *Profil socio-économique de l'arrondissement Plateau-Mont-Royal*, novembre 2001, p. 5

<sup>8</sup> LAVIGNE, Gilles *Les ethniques et la ville, l'aventure urbaine des immigrants portugais à Montréal*, Montréal, Le Préambule, 1987, p. 22.

<sup>9</sup> POLÈSE, Mario, Charles HAMEL et Antoine BAILLY, *La géographie résidentielle des immigrants et des groupes ethniques : Montréal 1971*, Montréal, INRS, 1978.

<sup>10</sup> En 1971, les coefficients de ségrégation résidentielle révèlent que les groupes ethniques les plus ségrégués de Montréal sont : les Juifs (0,88), les Grecs (0,78), les Portugais (0,71). Les groupes les moins ségrégués sont : les Allemands (0,55), les Espagnols (0,57) et les Polonais (0,58). Voir POLÈSE, Mario, *op.cit.*, p.29.

ethniques<sup>10</sup>. La distribution spatiale diffère donc d'un groupe à l'autre. Bref, la concentration résidentielle des groupes ethniques n'est pas exclusivement le fait des immigrants ou une caractéristique propre à tous les immigrants.

En fait, comme l'a démontré Lavigne, la concentration ethnique<sup>11</sup> est le résultat d'un double rapport : rapport entre le regroupement et le type d'immigration et rapport entre le regroupement et l'appropriation foncière, par le biais de l'achat d'une propriété. Le cas des Portugais l'illustre parfaitement.

D'emblée, soulignons le rôle primordial du statut social de l'immigrant. Ce statut est intimement lié au type d'immigration. À cet égard, l'immigration portugaise présente deux caractéristiques qui favorisent le regroupement ethnique. Il s'agit, d'abord, d'immigrants dépendants, c'est-à-dire, une main-d'œuvre peu scolarisée, peu formée, d'origine rurale et économiquement fragile. De plus, ce type d'immigration mobilise surtout des familles alors que l'immigration indépendante est essentiellement individuelle. La communauté immigrante peut, dès lors, acquérir rapidement une masse critique, condition nécessaire à la formation d'un quartier ethnique. Ces deux conditions (immigration dépendante et familiale) instaurent d'un côté, une relation de dépendance vis-à-vis le marché du travail, et d'un autre, des liens de solidarité entre les différents membres de la communauté immigrante. L'immigration dépendante et familiale crée des conditions propices à la formation d'une communauté ethnique fortement structurée et enracinée dans l'espace urbain en réunissant des individus fragilisés et dépendants au sein d'une structure communautaire qui reproduit, plus ou moins fidèlement, les structures

familiales et sociales du pays d'origine.<sup>12</sup>

Bref, les communautés ethniques ne se constituent pas parce que des « ethniques » décident de se rassembler parce qu'ils se ressemblent. Ce sont les rapports sociaux inégalitaires, dans ce cas-ci la minorisation des immigrants dépendants face à la société d'accueil, qui créent la communauté ethnique. Le repli communautaire qui se traduit par une concentration des immigrants dans un espace précis et le développement d'organisations et d'institutions, nécessaires au maintien et à la reproduction de l'identité et de la culture du groupe minoritaire est une conséquence de ce rapport inégalitaire.

Les contraintes économiques et le poids des déterminismes sociaux expliquent pourquoi les Portugais décidèrent de s'installer sur les pourtours du boulevard Saint-Laurent. Jusqu'à la fin des années 70, les quartiers situés dans la zone du plateau Mont-Royal étaient principalement habités par la classe ouvrière. On y retrouvait des logements étroits, mal chauffés et mal isolés. Le quartier Saint-Louis était un quartier pauvre, défavorisé, peu sécuritaire et mal entretenu. Toutefois, ces mauvaises conditions avaient un avantage pour des ouvriers immigrants sans qualifications: le prix des logements était modique et les habitations étaient situées à proximité des lieux de travail. À l'instar des communautés juives et italiennes qui les ont précédé les Portugais s'installèrent dans cette zone limitrophe du centre-ville, en raison du faible

---

<sup>11</sup> La concentration des Portugais est indéniable : dans les années 70, 52,16% de la population portugaise se concentre dans 2,3% du territoire montréalais. Voir LAVIGNE, Gilles, *op.cit.*, p. 116.

<sup>12</sup> Voir LAVIGNE, Gilles, *op.cit.*, p. 103-119.

<sup>13</sup> LOPES, Duarte Nuno, *Peregrinação : une histoire des communautés portugaises du Québec (1953-1995)*, Thèse de doctorat, Histoire, Montréal, UQAM, 1996, p.32;

coût du logement.<sup>13</sup> Par ailleurs, le vide créé par le départ massif de ces deux communautés constitua certainement un contexte favorable à l'implantation des nouveaux arrivants.

Pour expliquer la concentration des Portugais dans les rues entourant le boulevard Saint-Laurent nous avons surtout insisté sur le rapport entre type d'immigration et concentration ethnique. Lavigne soulève l'existence d'un second rapport particulièrement déterminant: le lien entre regroupement ethnique et propriété foncière<sup>14</sup>.

Toutes les études réalisées sur la communauté portugaise ont soulevé l'importance qu'avait l'achat d'une maison pour les immigrants portugais.<sup>15</sup> Symbole matériel de la réussite sociale, l'accès à la propriété est une quasi-nécessité. Pour des immigrants en situation de dépendance économique, l'achat d'une maison représente une affirmation d'indépendance, une quête de liberté et une assurance de sécurité. Bref, tout le contraire de la migration qui n'est que précarité, isolement, insécurité et déracinement...

L'analyse du processus d'appropriation chez les Portugais nous permet de comprendre comment ces derniers ont réussi à monopoliser une partie non-négligeable de l'espace urbain montréalais, malgré leur statut économique très précaire. Les immigrants portugais sont prolétaires *et* propriétaires. Phénomène paradoxal. En effet, l'immigrant dépendant détient un statut équivalent au prolétaire. Ne possédant aucune richesse et n'ayant que sa force de travail à offrir en échange de salaires plutôt bas, l'immigrant portugais ne semble pas, *a priori*, être en mesure d'accéder facilement à la propriété. Pourtant il y parvient. Ainsi,

17% des familles installées dans le quartier Saint-Louis payèrent leur maison comptant<sup>16</sup>. Les autres feront surtout appel au crédit pour accéder à la propriété ce qui implique une charge de travail tout aussi lourde. Ces sacrifices ne pouvaient être acceptés que dans la mesure où le travail devenait signifiant.

Un peu à l'image du chrétien qui veut gagner le salut par le travail et le mérite, l'immigrant portugais (que l'on sait très catholique!) devra, s'il veut gagner la reconnaissance sociale, passer du statut de prolétaire immigrant au statut de possédant. La propriété, c'est le salut des Portugais. Le travail n'est alors plus vu comme une aliénation, mais comme un moyen de se libérer, de posséder et d'acquérir une nouvelle source de revenu. La propriété privée qui est à la base de l'inégalité des rapports entre classes ne sera donc pas combattue par le prolétariat immigrant. Elle sera convoitée. Les chiffres concernant le taux d'acheteurs et de propriétaires de logements chez la communauté portugaise témoignent de l'importance qu'avait la propriété pour les immigrants portugais. En 1963, à peine 36% des Portugais étaient propriétaires alors qu'en 1970 ce taux monte à 75%<sup>17</sup>.

La propriété foncière aura une utilité différente selon le type de propriétaires. Pour les propriétaires issus de la classe ouvrière, la maison est essentiellement un lieu de

---

<sup>14</sup> LAVIGNE, Gilles, *op.cit.*, p.122-145.

<sup>15</sup> ALPALHAO, João, *op.cit.*, p. 135-137 et C.TEIXEIRA, « La mobilité résidentielle intra-urbaine des Portugais de première génération à Montréal », Montréal, UQAM, Mémoire de maîtrise, 1986. Selon cette étude 60% des répondants se disaient propriétaires alors que plus de la moitié de ceux qui se disaient locataires désiraient devenir propriétaires.

<sup>16</sup> LAVIGNE, Gilles, *op.cit.*, p.136.

<sup>17</sup> ALPALHAO, João, *op.cit.*, p.136.

résidence alors que pour les propriétaires issus de la classe moyenne (commerçants) l'immeuble acheté est un investissement. La grande majorité des acheteurs de propriétés à faible rentabilité, 84.6% plus précisément, travaillent dans les manufactures, les transports et dans les services. Ce type de propriétaires n'achetait qu'une seule propriété dont la valeur moyenne était d'environ 11,700\$. Peu rentables, ces propriétés servaient uniquement comme lieu de résidence. Étonnement, l'investissement dans l'achat d'une deuxième propriété dans le but d'une capitalisation financière était aussi, à 71.9%, le fait des ouvriers, qui détenaient des emplois stables et relativement bien rémunérés.<sup>18</sup> Comment de simples ouvriers ont-ils pu réunir le capital nécessaire au paiement des lourdes hypothèques?

Plusieurs moyens ont été mis en pratique par les Portugais pour l'achat d'une maison. Par exemple, ils eurent l'habitude d'acheter des duplexes et des triplexes ce qui leur permettait de loger les membres de la famille qui contribuaient également au paiement de l'hypothèque. Plusieurs durent emprunter à des amis ou à des connaissances plus nanties et n'eurent d'autres choix que d'accepter de lourds taux d'intérêts. Ultimement, il faut revenir au travail. C'est par le travail acharné fourni par tous les membres de la famille que les Portugais pourront récolter le capital nécessaire à la réalisation de leur rêve. Dans son ouvrage sur les Portugais du Québec, le sociologue João Alpalhão fait mention des sacrifices accomplis pour y arriver. L'immigrant portugais, dit-il, « fait du temps supplémentaire, dépense moins pour l'habillement et suit un régime alimentaire économique »<sup>19</sup>.

Dans les années 60, les Portugais n'eurent d'autres choix que d'acheter leur

maison à des propriétaires autres que Portugais. La plupart des propriétaires du stock immobilier de Saint-Louis étant originaires d'Europe de l'Est. Dans les années 70, on assista à un renversement des relations entre propriétaires et locataires. Avec la hausse des propriétaires d'origine portugaise et la tendance de ces derniers à favoriser l'implantation de locataires portugais au détriment des autres groupes ethniques, par des pratiques de regroupement discriminatoires, le quartier devint rapidement portugais<sup>20</sup>. D'un autre côté, les Portugais subirent également ce type de discrimination basée sur l'appartenance ethnique<sup>21</sup>. Ici, le phénomène de la concentration ethnique acquiert véritablement une dimension culturelle importante. Par ailleurs, ces pratiques discriminatoires ne peuvent à elles seules expliquer la concentration rapide des Portugais dans le quartier. Comme le remarque Duarte Lopes dans sa thèse sur l'histoire des communautés portugaises du Québec, la simple présence d'une famille portugaise sur une rue suffisait pour attirer la parenté ou les connaissances de cette famille.<sup>22</sup> Encore une fois, l'immigration de type familiale facilita grandement cette concentration.

#### Des raisons d'ordre purement

---

<sup>18</sup> LAVIGNE, Gilles, *op.cit.*, p. 124-125

<sup>19</sup> ALPALHAO, João, *op.cit.*, p.135

<sup>20</sup> Cette discrimination variait selon les origines ethniques des locataires, mais, il semble que le groupe canadien-français était le moins désirable. Voir LOPES, Duarte Nuno, *op.cit.*, p. 33.

<sup>21</sup> LAVIGNE, Gilles, *op.cit.*, p.145; LOPES, Duarte Nuno, *op.cit.*, p. 34.

<sup>22</sup> LOPES, Duarte Nuno, *op.cit.*, p.34. La concentration des Portugais est particulièrement dense sur certaines rues : rue de Bullion, Hôtel-de-Ville, Saint-Dominique Clark, Coloniale, Saint-Urbain, Rachel, Roy.

pratiques expliquent cette préférence ethnique. Les relations propriétaires-locataires s'en trouvaient automatiquement simplifiées et laissaient plus aisément place à des relations de coopération. La solidarité ethnique se manifestait dans plusieurs domaines, notamment dans l'exécution des travaux de rénovation qui valurent aux immigrants portugais une certaine renommée. En 1975, ces travaux furent récompensés par le prix de restauration domiciliaire de l'Association des architectes du Québec<sup>23</sup>. Le sociologue Roger Krohn désigna cette pratique de la coopération et de l'utilisation bénévole de la force de travail, très courante chez les Portugais, par le terme de « local economy », sans laquelle ils n'auraient jamais pu mener à bien de tels travaux.<sup>24</sup>

À partir des années 80, les Portugais appartenant à la classe moyenne commencèrent à quitter le quartier à la recherche de meilleurs logements dans des quartiers qui offraient de meilleures conditions de vie. D'autre part, la gentrification de Saint-Louis se traduisant par une hausse des taxes foncières et du prix des logements poussa certains Portugais à déménager dans d'autres quartiers ou banlieues.<sup>25</sup> Ceux-ci vont recréer les commerces et institutions communautaires, mais la communauté portugaise du quartier Saint-Louis demeure toujours la plus importante. La vie culturelle et sociale des Portugais de Montréal est encore de nos jours centrée sur la *Main*.

### **Le monde du travail et la culture immigrante : mobilité sociale et acculturation.**

Le phénomène de l'accès à la propriété fait intervenir un fait social qui

l'explique : le travail. Motif principal de sa migration, le travail est aussi le principal outil de son ascension sociale et de son intégration<sup>26</sup>.

Je tenterai ici de tracer un bref portrait historique du monde du travail chez les Luso-québécois pour montrer comment le travail a, d'une part, favorisé l'intégration sociale et économique de ce groupe et, d'autre part, entraîné des changements culturels importants, notamment en ce qui a trait au rôle de la femme, à la question de l'éducation et à la conception même du travail, de son utilité et de sa valeur.

L'immigration massive portugaise au Québec est directement liée à la question du travail. En effet, c'est le besoin de main-d'œuvre dans le contexte de la croissance économique d'après-guerre jumelé à la reformulation des politiques canadiennes d'immigration qui ont permis l'établissement des premiers immigrants portugais au Canada<sup>27</sup>.

Dans les années 1950, le gouvernement canadien adopte une politique d'immigration au service de l'expansion économique, notamment par le recrutement

<sup>23</sup> ALPALHAO, João, *op.cit.*, p.136

<sup>24</sup> KROHN, Roger, Berkeley FLEMING et Marilyn, MANZER, *The other economy : The internal Logic of local rental housing*, Toronto, Peter Martin Associates, 1976

<sup>25</sup> Entre 1976 et 1986, les taxes foncières dans Saint-Louis augmentèrent de 80.8% alors qu'elles ne s'accrochèrent que de 24.4% dans le reste de la ville de Montréal. Voir LOPES, Duarte Nuno, *op.cit.*, p.39.

<sup>26</sup> ROMAO, Isabelle, « Le processus de migration, la mobilité professionnelle, la mobilité sociale et l'acculturation chez les ressortissants d'origine portugaise à Montréal », Mémoire de Maîtrise, Sociologie, Université de Montréal, 1972, p.1 et LOPES, Duarte Nuno, « Le monde du travail comme moyen d'intégration des Portugais au Québec (1953-1995) : ou comment marier le vieux et le neuf », *Bulletin du RCHTQ*, volume 21, numéro 2, (été 1995), p.5-12.

de travailleurs manuels dans le cadre d'un système de contrat de travail. Le Portugal fut évidemment affecté par la nouvelle politique, car ce pays faiblement industrialisé et aux prises avec de sérieux problèmes économiques disposait d'un large bassin de main-d'œuvre qui ne pouvaient être absorbés par l'économie nationale. Les travailleurs portugais qui ne trouvaient pas de débouchés dans leur propre pays répondaient adéquatement aux besoins du marché de l'emploi canadien de l'époque.

Cette main-d'œuvre immigrée, provenant surtout des Açores et du continent, est essentiellement masculine, rurale et non-qualifiée. Elle travaillera dans les fermes agricoles, dans l'industrie du chemin de fer ou dans l'exploitation forestière. Ces emplois saisonniers, mal rémunérés et pénibles furent rapidement délaissés par ces premiers arrivants. Ceux-ci se dirigèrent vers les villes industrielles, à Montréal tout particulièrement, à la recherche d'emplois stables et mieux rémunérés.<sup>28</sup>

Durant les années 1960, ce système de contrat de travail est remplacé pour permettre la réunification familiale. La deuxième vague d'immigration des années 1960-1974, est marquée par l'arrivée d'un nouveau type d'immigration : paysans, mais aussi ouvriers spécialisés, commerçants, techniciens. D'origine rurale et urbaine, plus scolarisés, ces immigrants s'orientent néanmoins dans les secteurs économiques traditionnels : les usines de textiles, la restauration, la construction, l'entretien d'immeubles, etc.<sup>29</sup> Cet apport démographique important vient renforcer la communauté portugaise. Une petite bourgeoisie de commerçants et de gens d'affaires profite de cette clientèle « gagnée d'avance » pour fonder des petits commerces

(boulangeries, cafés, épiceries, restaurants, magasins de meubles, agences de voyages, etc.) au service de la communauté.<sup>30</sup> Par la même occasion, cet entrepreneurship portugais fournira de l'emploi aux Portugais incapables d'intégrer les réseaux d'emplois non-traditionnels. À partir de 1974, le nombre d'immigrants portugais chute considérablement et le type d'immigrant change. Plus scolarisés, mieux formés, provenant de milieux urbains et des classes moyennes, les nouveaux venus arrivent, pour la plupart, au Québec à titre d'immigrants indépendants. Ils s'orientent dans les secteurs de la fabrication, du bâtiment, des services, de l'usinage. Un nombre plus restreint se retrouve dans les secteurs des sciences naturelles, des techniques et dans l'administration. Leur situation sociale et économique est sensiblement différente de celle vécue par leurs prédécesseurs.

---

<sup>27</sup> Bien que des explorateurs portugais visitèrent le Canada dès le début du XVI<sup>e</sup> siècle et que les pêcheurs portugais vinrent pêcher la morue à Terre-Neuve pendant près de cinq siècles, les quelques cas d'établissements en terre canadienne font figure d'exception. Le premier véritable contingent d'immigrants portugais, officiellement demandé par le gouvernement canadien, suite à un accord bilatéral entre le Canada et le Portugal, arrive à Halifax le 13 mai 1953 à bord du SATURNIA dans les ports de Halifax et de Québec. Cette date marque le véritable début de l'immigration massive des Portugais au Canada.

<sup>28</sup> ALPALHAO, João, *op.cit.*, p.68-69; LOPES, Duarte Nuno, « Le monde du travail comme moyen d'intégration des Portugais au Québec », p.6.

<sup>29</sup> Gouvernement du Québec, *op.cit.*, p.486 ; LOPES, Duarte Nuno, *op.cit.*, p.6.

<sup>30</sup> ANDERSON, Grace et David HIGGS, *L'héritage du futur : les communautés portugaises du Canada*, Le Cercle du livre de France, 1979, p.80. Ces commerces sont presque tous situés sur l'axe commercial de la *Main* (bld. Saint-Laurent, Rachel, Duluth) et les rues environnantes (Bullion, Clark)

Les immigrants portugais de la première génération<sup>31</sup> ont occupé des emplois mal rémunérés qui offraient de mauvaises conditions de travail. Ils ont également dû subir le passage difficile d'un milieu rural à un milieu urbain et industrialisé. Les principaux secteurs économiques où l'on retrouve des Portugais sont par ordre d'importance : l'industrie manufacturière, l'entretien d'immeubles et de logement, le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, les industries du service et l'industrie de la construction.<sup>32</sup>

Ces choix professionnels s'expliquent par les contraintes sociales et économiques propres à ce type d'immigration, caractérisé par des individus provenant de milieux ruraux, défavorisés et ne possédant qu'un faible niveau de scolarité (neuf années de scolarité et moins). La très grande majorité ne détient qu'un diplôme d'études primaires et ne maîtrise ni le français ni l'anglais à leur arrivée.<sup>33</sup> La formation insuffisante des Portugais les confine donc aux échelons inférieurs de la hiérarchie sociale et professionnelle. La spécialisation ethnique dans certains secteurs d'activités économiques n'est pas le résultat d'une quelconque prédisposition culturelle à l'exercice de métiers manuels et exigeants. Elle est, au contraire, la conséquence d'un rapport inégalitaire entre l'immigrant, en situation de dépendance, et la majorité qui refuse d'exercer ce type d'emploi. En fait, le choix des immigrants est dicté par l'absence de choix. Les immigrants de la première génération sont contraints d'accepter des emplois manuels, mal rémunérés et non-syndiqués. Plusieurs se voient obligés d'intégrer les secteurs d'emplois dominés par leur propre groupe ethnique, d'où le phénomène de la ghettoïsation des emplois.

La concentration des Portugais dans

les mêmes secteurs d'activités s'explique aussi par le maintien des traditions d'aide mutuelle, un trait caractéristique des sociétés rurales portugaises.<sup>34</sup> Ainsi, la plupart des immigrants portugais trouvèrent un emploi grâce à l'aide de parents, d'amis ou de connaissances. Ce réseau d'entraide s'avéra utile dans l'adaptation au nouveau milieu de travail. Par exemple, le problème de la langue au travail sera simplifié par la présence de travailleurs portugais qui servaient d'interprètes entre leurs collègues unilingues et les patrons. Le phénomène de la ghettoïsation de l'emploi chez les immigrants portugais de la première génération a été démontré par une étude statistique sur l'appartenance ethnique des compagnons de travail de 272 Portugais habitant le quartier Saint-Louis. Les Portugais représentent 36 % des travailleurs; les Français 28,7%; les Anglais 11,8%; les Juifs 1% et les autres groupes ethniques 21,5%. L'utilisation exclusive de la langue portugaise constituait 9,7% des cas alors que 69,4% des travailleurs l'utilisait partiellement. À peine 20,8% des travailleurs portugais n'utilisaient pas leur langue d'origine dans le cadre de leur travail.<sup>35</sup>

---

<sup>31</sup> La communauté portugaise est formée de trois générations. La première génération inclue les immigrants adultes nés au Portugal venus s'installer entre 1950-1974 et âgés de 45 et plus; la deuxième génération regroupe les enfants de ces immigrants, nés au Portugal, mais élevés au Québec et âgés entre 25 et 44 ans ; la troisième génération inclue les enfants et les petits enfants nés au Québec âgés de 0 à 24 ans

<sup>32</sup> Gouvernement du Québec, *op.cit.*, p.488.

<sup>33</sup> Entre 1969 et 1974, le nombre de citoyens portugais admis au Québec ne connaissant ni le français ni l'anglais est de 8277 sur un total de 9 616. Voir ALPALHAO, Joao Antonio, *op.cit.*, p. 153.

<sup>34</sup> L'importance des traditions d'aide mutuelle est mise en valeur par LOPES, Duarte Nuno, « le monde du travail comme moyen d'intégration des Portugais au Québec », p.9.

<sup>35</sup> ALPALHAO, João, *op.cit.*, p.151-152

Les Portugais travaillent surtout avec des collègues portugais, mais la majorité des patrons ne sont pas d'origine portugaise. L'appartenance ethnique du patronat se distribue ainsi : Anglais 28,2%, Juifs 21,6%, Français 18,3%, Portugais 11,3%, autres 20.5%.<sup>36</sup> Soulignons l'importance de la communauté juive. Les commerces et manufactures appartenant à la communauté juive continuent de prospérer malgré le départ massif de ce groupe durant les années 50. Certes, à la fin des années 70, le secteur du textile et du vêtement est en pleine crise, mais les manufactures situées dans le quartier Saint-Louis emploient encore massivement une main-d'œuvre portugaise, jugée efficace et bon marché. De nos jours, des commerces juifs situés sur la *Main* depuis des décennies continuent d'employer une main-d'œuvre portugaise importante ou adaptent leurs produits à cette clientèle<sup>37</sup>.

**M**algré leur faible niveau de scolarisation et leur présence massive dans des secteurs économiques faiblement syndiqués et offrant de mauvaises conditions salariales, les Portugais de la première génération ont réussi à sortir de la pauvreté et à atteindre un niveau de vie comparable aux autres groupes composant la société québécoise. Les Portugais ont donc rapidement connu une mobilité sociale ascendante. Par exemple, le niveau de revenu moyen des familles luso-québécoises en 1986 était à peu près égal à celui des autres Québécois. Ce revenu se situait à 33,115\$ par an pour les familles portugaises comparativement à 30, 774\$ par an pour les familles canadiennes-françaises. Quant au revenu par personne, les différences demeurent minimes. Les hommes et les femmes d'origine portugaise gagnent respectivement 20 385\$ et 11 243\$ par an alors que les hommes et les femmes d'origine canadienne-française reçoivent 21 343\$ et 11

772\$ respectivement.<sup>38</sup>

Cette réussite économique ne peut s'expliquer que par le travail supplémentaire et les économies réalisées au prix de nombreux sacrifices (double emploi, temps supplémentaire, épargne et restrictions multiples)<sup>39</sup>. La préservation des traditions culturelles (valeurs, coutumes, comportements) a certainement joué, en amont du processus d'intégration, un rôle positif dans l'intégration de la première génération de Luso-québécois. L'entraide, la coopération entre les immigrants de la première génération dans la recherche d'emploi et dans l'adaptation au nouveau milieu de travail est un exemple. À court terme, l'aide fournie par tous les membres de la famille, incluant les enfants, caractéristique propre à la culture traditionnelle portugaise, aura aussi grandement facilité l'insertion économique des Portugais à la société québécoise. Par contre, dans le long terme, certaines valeurs propres à la culture traditionnelle portugaise s'avéreront nuisibles, tout particulièrement l'hostilité de la première génération vis-à-vis l'instruction et la syndicalisation.

---

<sup>36</sup> *Idem*, p.173

<sup>37</sup> Les exemples sont nombreux : le commerce de détail et de gros J. Schreter (1928) et la charcuterie hébraïque Schwartz (1930) ont employés plusieurs travailleurs d'origine portugaise, surtout dans les années 80. Aussi, l'épicerie Ségall offre à sa clientèle des produits typiquement portugais comme le prouve l'inscription « poissons congelés du Portugal » écrite sur la vitrine de ce commerce.

<sup>38</sup> LOPES, Duarte Nuno, *Peregrinação : Une histoire des communautés portugaises au Québec*, p. 122-123

<sup>39</sup> NOIVO, Edite, « Family life-worlds and social injuries : three generations of Portuguese-Canadians », Thèse de doctorat, Sociologie, Montréal, Université de Montréal, 1992, p.195-196, 202



La majorité des parents de la première génération, et plus particulièrement ceux provenant des classes ouvrières, insistaient de façon démesurée sur l'importance du travail au détriment de l'éducation. Ils n'hésitaient pas à placer leurs enfants sur le marché du travail dès l'âge de 16 ans afin que ces derniers contribuent au revenu familial et à l'achat de la maison.<sup>40</sup> Cette « culture du travail » eu de fâcheuses conséquences sur le niveau de scolarisation de la deuxième génération et constitua un frein à la mobilité sociale de plusieurs jeunes contraints à l'abandon scolaire<sup>41</sup>.

La réticence face à la syndicalisation, seul moyen d'améliorer les conditions salariales, persista chez les immigrants de la première génération.<sup>42</sup> Cela s'explique aisément. D'abord, les travailleurs portugais proviennent d'un pays qui est, depuis 1933, sous le joug d'une dictature autoritaire et corporatiste dans laquelle la liberté d'association et la liberté syndicale sont brimées. La collaboration des classes, l'alliance du capital et du travail prônée par le corporatisme a certainement empêché l'émergence d'une conscience de classe chez les travailleurs portugais. Aussi, les immigrants portugais, principalement ceux provenant des Açores, craignaient de s'engager pleinement dans des luttes syndicales ou de soutenir toute tentative de syndicalisation par crainte de perdre leurs emplois.

Finalement, la culture traditionnelle des Portugais a joué un rôle mitigé dans le processus d'intégration. Mais comme nous le savons les cultures ne sont pas immobiles, fixes. Elles changent continuellement. La culture se construit, se déconstruit et se renouvelle au gré des contextes sociaux et des relations établies entre les différents groupes composant une société.

L'acculturation, résultat du contact entre les cultures, est inévitable. Certaines de ces traditions ont donc été remodelées dans le but d'ajuster les anciens traits culturels aux nouvelles réalités. L'adaptation à un nouveau milieu social aura eu des répercussions notables sur l'identité culturelle portugaise.

La femme portugaise est sûrement celle qui a été la plus affectée par le marché du travail. Elle passe généralement d'un statut de travailleuse domestique au statut de travailleuse salariée. Son rôle dans la société traditionnelle portugaise est clairement posé. Il découle d'un rapport inégalitaire, propre à toutes les sociétés patriarcales. Dépendante financièrement du mari, subordonnée à son pouvoir absolu sur la famille, la femme mariée est naturellement vouée aux tâches domestiques et à l'éducation des enfants. Par ailleurs, plusieurs femmes occupent une position importante dans certains secteurs, comme l'exploitation agricole, le petit commerce familial, la vente des produits agricoles. Mais, de façon générale, c'est l'homme qui travaille à l'extérieur et qui a la responsabilité de soutenir financièrement la famille.<sup>43</sup>

L'intégration rapide au marché du travail chez la femme immigrante portugaise aura un impact sur son rôle familial, sans toutefois bouleverser l'ordre traditionnel. L'homme ne pouvant à lui seul subvenir aux besoins de la famille devra faire appel à la contribution de sa femme. Celle-ci accède donc au travail salarié. Les immigrantes portugaises se retrouvent surtout dans les ghettos féminins d'emploi et dans les

---

<sup>40</sup> ALPALHAO, João, *op.cit.*, p.170; NOIVO, Edite, *op.cit.*, p.198.

<sup>41</sup> NOIVO, Edite, *op.cit.*, p. 264-266 et 357.

<sup>42</sup> ALPALHAO, João, *op.cit.*, p.173-174; LOPES, Duarte Nuno, *op.cit.*, p.129

<sup>43</sup> ALPALHAO, Joao, *op.cit.*, 126-129.

enclaves multiethniques où les patrons et les ouvrières sont très diversifiés sur le plan ethnique<sup>44</sup>. Elles travaillent presque exclusivement dans le secteur manufacturier et l'entretien ménager industriel et domestique. Leur place est prépondérante dans le secteur informel de l'économie, caractérisé par la précarité de l'emploi et l'absence de bénéfices sociaux (pensions, assurance-chômage)<sup>45</sup>. Le secteur de l'entretien ménager, en pleine expansion dans les années 80 et 90, tend à remplacer le secteur des manufactures comme principal employeur des femmes portugaises.

Pour la majorité de ces femmes, l'accès à un travail salarié est une promotion sociale, un gage d'autonomie financière. Celles qui avaient déjà occupé des emplois salariés au Portugal bénéficient d'une hausse de revenu<sup>46</sup>. Par ailleurs, la liberté et l'indépendance acquises grâce au travail salarié seront gagnées au prix de lourds sacrifices qui auront un effet négatif sur la qualité de vie des immigrantes portugaises. Ces sacrifices découlent de la division socio-sexuée du travail qui confinent les femmes aux travaux domestiques. Le travail à l'usine ou dans l'entretien des immeubles a signifié un alourdissement des tâches, un doublement de la journée du travail, puisque les épouses devaient s'acquitter seules des travaux domestiques.<sup>47</sup>

D'un côté, la femme immigrante est exploitée dans son lieu de travail. Les conditions de travail sont exécrables, les moyennes d'heures au travail sont très élevées et les salaires extrêmement faibles. Pour les femmes immigrantes, la discrimination salariale est double : sexuelle et ethnique<sup>48</sup>. La faible syndicalisation de ce secteur économique empire cette situation.<sup>49</sup> Elles doivent, en outre faire face à une nouvelle organisation du travail caractérisée

par une parcellisation des tâches (taylorisme) et une mécanisation du travail (fordisme) qui introduit un nouveau rapport au temps. La productivité accrue, exigée par les patrons, se réalise souvent par le recours au travail à la pièce ce qui a pour effet d'accélérer le rythme du travail.<sup>50</sup> D'un autre côté, la femme demeure une travailleuse domestique à la maison. Elle n'obtient ni aide, ni rémunération. Les réseaux de parenté et d'amitié qui, dans le pays d'origine, garantissaient un partage des tâches domestiques s'affaiblissent, voire se désintègrent dans le nouveau milieu social, d'où l'alourdissement significatif du travail domestique pour la femme immigrante<sup>51</sup>.

La subordination de la femme immigrante est, dans certains cas, liée au

---

<sup>44</sup> LABELLE, Micheline, Geneviève TURCOTTE, Marianne KEMPENEERS et Deidre MEINTEL, *Histoires d'immigrées, Itinéraires d'ouvrières Colombiennes, Grecques, Haïtiennes et Portugaises de Montréal, Montréal, Boréal, 1987, p. 145, 149, 163-164.*

<sup>45</sup> *Idem*, p.163, 188-189.

<sup>46</sup> *Idem*, p.245.

<sup>47</sup> *Idem*, p.187, 232; LOPES, Duarte Nuno, *op.cit.*, p. 100; ALPALHAO, Joao, *op.cit.*, p.127.

<sup>48</sup> En 1981, les femmes et les hommes portugais ont un revenu annuel de 7 829\$ et 13 434\$ respectivement. Les femmes canadiennes ont un revenu moyen annuel de 8 318\$. Voir DESROSIERS, Denise, *Quelques groupes de femmes québécoises : similitude et/ou divergence quant aux caractéristiques socio-démographiques (Colombie, Grèce, Haïti, Portugal)*, Montréal, Centre de recherches caraïbes (Université de Montréal) et Département de sociologie (UQAM), 1985, p. 240

<sup>49</sup> Pour une description des mauvaises conditions salariales et de travail, voir: LOPES, *op.cit.*, p.127-129; LABELLE, Micheline, *op.cit.*, p.161, 177-179; ALPALHAO, João, *op.cit.*, 170-171.

<sup>50</sup> LABELLE, Micheline, *op.cit.*, p.22; LOPES, Duarte Nuno, *op.cit.*, p.128.

<sup>51</sup> LOPES, Duarte Nuno, *op.cit.*, p.99-100; LABELLE, Micheline, *op.cit.*, p.232; ROMAO, Isabelle, *op.cit.*, p.164.

contrôle de son salaire par le mari qui la prive ainsi de son autonomie financière. Certaines femmes n'ont pas le contrôle de leur salaire, le mari disposant des pleins pouvoirs en cette matière. Celles qui disposent de leurs salaires ne contribuent qu'aux dépenses relatives au soin des enfants et à l'entretien de la maison, notamment l'habillement et la nourriture. Leur participation au revenu familial est considérée comme une contribution d'appoint. Le mari demeure le responsable des dépenses liées au logement et aux achats jugés importants ce qui lui confère une autorité indiscutable.<sup>52</sup> Par ailleurs, certaines femmes plus courageuses ont su conserver leur indépendance, profiter des acquis et des pouvoirs conférés par le travail salarié pour contraindre les autres membres de la famille à contribuer aux corvées domestiques et pour tenir un rôle plus actif dans l'administration des affaires familiales.<sup>53</sup> De façon générale, la capacité d'obtenir un salaire modifia le rôle traditionnel de la femme au sein du ménage, dans la mesure où celle-ci, voyant son revenu augmenté, voudra avoir son mot à dire. Toutefois, ce changement ne bouleversera pas complètement les rapports inégalitaires entre les sexes.

Le travail a aussi influé sur d'autres aspects de la culture portugaise. Certains comportements jugés archaïques, rétrogrades ou incompatibles avec une société moderne fondée sur l'importance du savoir comme clé de la réussite sociale seront remis en question par une partie de la deuxième génération qui avait été contrainte d'abandonner les études. Le changement est perceptible dès le milieu des années 70. Ainsi, pour plusieurs, le travail n'est plus considéré comme un moyen de survivre ou de gagner honnêtement sa vie, mais comme une façon d'offrir à la future génération les moyens de poursuivre des études devant

mener à de meilleures perspectives d'avenir, en terme d'emploi et de rémunération.<sup>54</sup> La valeur et la signification du travail changent. Les fruits du travail sont employés différemment. La seconde génération de Portugais a voulu offrir à leurs enfants, un « capital culturel » pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu, c'est-à-dire, une éducation supérieure pouvant procurer une sécurité économique et un prestige social. L'abandon des vieilles mentalités de l'épargne et du travail à tout prix vient ouvrir des perspectives nouvelles. Cette adaptation aux réalités économiques et sociales québécoises a permis l'émergence d'une classe moyenne et d'une élite portugaise tout en favorisant la modernisation de la culture portugaise.

L'intégration de la deuxième et de la troisième génération de Luso-québécois dans le monde du travail se fera selon des modalités différentes. Encouragés à poursuivre des études secondaires et post-secondaires et abandonnant les métiers manuels, pénibles et mal rémunérés, certains Portugais de la deuxième génération, mais surtout ceux de la troisième, réussirent à obtenir de meilleurs emplois, particulièrement dans le secteur des services (ouvriers spécialisés, vendeurs, agents immobiliers, secrétaires). Une minorité parvint à compléter des études collégiales et universitaires, jugées indispensables dans l'obtention d'emplois prestigieux et bien payés. En 1986, le pourcentage de Luso-Québécois inscrits dans les Cégeps et les universités québécoises était de 22,6% et 7,6% respectivement<sup>55</sup>. Les Portugais se

---

<sup>52</sup> LABELLE, Micheline, *op.cit.*, p.235-236.

<sup>53</sup> LOPES, Duarte Nuno, *op.cit.*, p. 100.

<sup>54</sup> ALPALHAO, João, *op.cit.*, p. 156-157; LOPES, Duarte Nuno, *op.cit.*, p.124

dirigent surtout vers les professions libérales : le génie, le droit, la comptabilité, le notariat, la gestion, les sciences sociales, l'enseignement et l'architecture<sup>56</sup>. Certains progrès ont été enregistrés au niveau de la scolarisation des Portugais. Ainsi, en 2000, les proportions d'adultes portugais ayant atteint l'université sont de 9% pour les 35 ans et plus et de 20% pour les 25-34 ans<sup>57</sup>.

Toutefois, ces statistiques masquent d'importants retards, car lorsqu'on compare les Portugais à l'ensemble du Québec ou aux autres communautés culturelles, ils figurent parmi les groupes les moins scolarisés, quel que soit le niveau de diplomation observé. Ainsi, à peine 42,8% des Québécois d'origine portugaise âgés de plus de 15 ans possèdent un diplôme d'études secondaires comparativement à 64,5% pour l'ensemble du Québec<sup>58</sup>. Si 20% des Portugais âgés de 25 à 34 ans ont atteint l'université ce taux monte à 29% chez la population québécoise dans son ensemble; à 34% chez la communauté italienne et à 43% chez la communauté grecque. Ces quelques données révèlent une situation alarmante pour la mobilité sociale et professionnelle future des Luso-québécois. L'éducation supérieure, voie royale vers la réussite professionnelle et sociale, est devenue le principal facteur de la mobilité inter-générationnelle. Compte tenu des profondes mutations qui ont affecté le marché du travail au Québec depuis une dizaine d'années, la sous-scolarisation des Portugais deviendra un obstacle croissant à la mobilité sociale de ce groupe. Une partie importante de la troisième génération risque de payer le prix des nouvelles tendances du marché du travail qui favorisent les secteurs d'activités économiques nécessitant une forte scolarisation au détriment des secteurs « faibles » exigeant peu de formation et traditionnellement occupés par les

immigrants de la première génération.

## Conclusion

L'intégration des Portugais à la vie montréalaise s'est principalement réalisée autour de la *Main* par l'acquisition d'un logement et par le travail. Dans un premier temps, nous avons vu que le phénomène de la constitution d'une communauté ethnique portugaise dans un secteur précis de l'espace urbain montréalais s'expliquait par deux pratiques sociales : l'immigration dépendante et familiale et l'accès à propriété privé.

Dans un deuxième temps, nous avons montré comment le travail a favorisé l'intégration économique des Portugais et contribué à la modification de certains traits culturels jugés inadéquats pour assurer une mobilité sociale ascendante. Ainsi, le travail salarié des femmes et l'instruction des enfants seront encouragés. Toutefois, ces changements n'ont pas entraîné une transformation radicale dans les rapports hommes/femmes ni dans la valorisation de l'éducation. La sous-scolarisation des Portugais est, en effet, un problème qui afflige les trois générations de Portugais à

---

<sup>55</sup> Québec, Ministère des communautés culturelles et de l'immigration, *Profils des communautés culturelles du Québec*, Québec, volume 1, p.2.

<sup>56</sup> LOPES, Duarte Nuno, *op.cit.*, p.125.

<sup>57</sup> MATA, Fernando et John Valentine, *Certains profils ethniques sur le niveau de scolarité*, Recherche stratégique et analyse, programme du multiculturalisme, participation des citoyens et multiculturalisme, ministère du patrimoine canadien, ébauche le 24 février 2000, p.6. Ces statistiques sont basées sur les chiffres du recensement canadien de 1996.

<sup>58</sup> Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation du Québec, « La scolarité de la population adulte des principales communautés culturelles du Québec en 1996 », *Bulletin de la statistique du Québec*, Québec : Ministère de l'Éducation, no.11, mai 1999.

Montréal et qui pourrait bloquer la mobilité sociale de ce groupe si aucune action n'est entreprise pour corriger la situation.



## La Violence dans le milieu communautaire des immigrants juifs montréalais<sup>1</sup>

Ira Robinson, Université Concordia

Les historiens de l'immigration juive est-européenne vers l'Amérique du Nord au commencement du vingtième siècle ont reconnu que la violence et la criminalité sont des facteurs importants de la vie des communautés immigrantes.<sup>2</sup> Ils ont étudié surtout les manifestations de violence antisémite de même que la violence dans la vie syndicale des juifs. Cette présentation sur la vie des immigrants juifs à Montréal ne s'intéresse pas vraiment à la violence entre juifs et non-juifs ; pas plus qu'aux relations de travail des juifs immigrants comme, par exemple, à l'occasion de grèves et de conflits analogues (même si je ferai allusion à ces cas de violence aussi). J'étudierai plutôt la violence dans la vie interne de la communauté juive montréalaise, c'est-à-dire entre des factions idéologiques ou des courants religieux opposés. Cette violence "interne" comprend des réactions juives à des institutions ou événements qui sont compris, par les Juifs eux-mêmes, comme des affronts à leur communauté ou au judaïsme : c'est le cas des manifestations contre les tentatives des missionnaires protestants de convertir les immigrants juifs ou contre les athées juifs qui organisent des manifestations contre l'observance juive du *Yom Kippour*. Nous mentionnerons aussi des exemples de violence survenue dans les synagogues de ces immigrants et lors des conflits touchant l'industrie montréalaise de la viande cachère.

Pour comprendre le développement de la communauté juive de Montréal au

commencement du XXe siècle, on doit tenir compte de la grande croissance de sa population juive qui passe d'environ 7 000 personnes en 1901 à environ 58 000 en 1931.<sup>3</sup> Cette augmentation correspond à une sorte d'envahissement de la communauté juive déjà établie à Montréal et crée, en quelque sorte, une nouvelle communauté immigrante. À cette époque, un juif typique de Montréal est soit un immigrant ou un enfant d'immigrant, soit un yiddishophone ou un enfant de yiddishophone. L'influence de la communauté juive acculturée est néanmoins considérable, quoiqu'assez faible si on la compare à l'influence des "Yahudim"

---

<sup>1</sup> Les sources originalement en yiddish sont traduites en français. Les sources en anglais sont présentées dans leur langue originale. C'est une version française, revue et corrigée par Georges Massé, de mon article "Violence as a Factor in the Communal Life of the Montreal Jewish Community in the Early Twentieth Century" qui paraîtra dans le volume *Violence in Jewish History* dirigé par Herbert Bassier et Simcha Fishbane.

<sup>2</sup> Voir Jenna Weissman Joselit, *Our Gang : Jewish Crime and the New York Jewish Community, 1890-1940* (Bloomington, Indiana University Press, 1983); Edward J. Bristow, *Prostitution and Prejudice : The Jewish Fight Against White Slavery, 1870-1939* (New York, Schocken, 1983).

<sup>3</sup> Voir Louis Rosenberg, *Canada's Jews : a Social and Economic Study of the Jews in Canada* (Montreal, Canadian Jewish Congress, 1939), p. 20, 31.

acculturés aux États-Unis à la même période.<sup>4</sup> Dans une telle communauté composée de nouveaux immigrants dans un pays nouveau et étrange, on pourrait bien imaginer des conflits et des confrontations entre des groupes communautaires et des individus. C'est ainsi que la violence revêt une pluralité de formes.

Une de ces formes de violence provient de l'extérieur de la communauté. Hirsh Wolofsky, un observateur très sagace de cette communauté décrit une échauffourée en ces termes:

«Des malfrats qui s'en prenaient très souvent aux juifs sur la place publique en leur tirant la barbe ou en les frappant au hasard des rencontres. C'est ainsi que nous avons reçu un jour par téléphone, un message nous avertissant qu'une échauffourée avait éclaté entre francophones et juifs sur la rue Cadieux, près de Craig...des francophones refusaient de laisser passer un Juif et menaçaient de s'en prendre à lui physiquement. Un certain nombre de Juifs étaient venus se mêler de l'affaire et il s'en était suivie une bataille rangée entre ceux-ci et les voyous. »<sup>5</sup>

Ce sont les Juifs, en particulier ceux portant la barbe, qui sont souvent les "victimes" de ce "sport" des voyous. Il y a des Juifs qui répondent à ces attaques par des contre-attaques comme celle-ci :

«Un juif avec une barbe bien fournie...se promenait sur le boulevard Saint-Laurent pas très loin de la rue Sainte-Catherine, quand, un voyou qui passait par là décida de porter un coup tellement violent sur son chapeau que le couvre chef descendit sur les yeux de la victime et qu'elle perdit pied. L'homme toutefois ne tarda pas à se relever et à ramasser son chapeau, pendant qu'un

deuxième Juif lui montrait du doigt son agresseur. Plus petit que son vis-à-vis d'au moins deux pieds, l'agressé étendit alors les bras et porta quelques coups au vaurien, tant et si bien que ce dernier se retrouva au sol ensanglanté. »<sup>6</sup>

On pourrait dire que les juifs interprétaient ces attaques dans la rue comme un aspect de l'antisémitisme du monde chrétien. Un autre aspect des manifestations antisémites réside dans les tentatives des missionnaires protestants (souvent d'origine juive) de faire du prosélytisme auprès des juifs immigrants de Montréal. On doit signaler que le défi représenté par les missionnaires était une des caractéristiques les plus frappantes du christianisme moderne. Ils ont tenté de "convertir" les nations au christianisme et, ce qui dans leur esprit revient au même, de les "civiliser". Une des nations qui avait besoin du christianisme (et de la civilisation) était la nation juive. C'est pourquoi dans les grandes villes du Canada, comme Montréal, Toronto et Winnipeg, il y avait des missions protestantes dans les quartiers juifs.<sup>7</sup>

David Rome explique que des leaders de la communauté juive, comme le rabbin montréalais Meldola de Sola, ont protesté publiquement contre les tentatives

---

<sup>4</sup> Voir Pierre Anctil, *Tur Malka : Flâneries sur les cimes de l'histoire juive montréalaise* (Sillery, Septentrion, 1997).

<sup>5</sup> Hirsch Wolofsky *Mayn Lebens Rayze : un demi-siècle de vie yiddish à Montréal 1946* (Sillery, Septentrion, 2000), p. 132.

<sup>6</sup> Wolofsky, *Mayn Lebens Rayze*, p. 133.

<sup>7</sup> David Rome, «Attacking Jews With Love», *The Immigration Story II : Jacobs' Opponents (Canadian Jewish Archives 37)* (Montreal, Canadian Jewish Congress, 1986), pp. 1-37



des missionnaires de convertir les juifs. Quand leurs protestations polies ont reçu un refus également poli, des juifs dans la rue ont protesté avec violence. Encore une fois, Wolofsky écrit :

«Des Juifs s'étaient réunis dans une salle pour prier...lors des fêtes de Roch Hachana et de Yom Kippour. Au même moment, à quelques pas de là, une affiche a été placée devant une chapelle...tenue par un missionnaire, annonçant son ouverture au culte et invitant les passants à y entrer pour entendre un prédicateur bien connu : le révérend Neugewirtz. Cet affichage provoqua une vive agitation chez les gens qui circulaient sur Prince-Arthur pour se rendre à leur minyan, et une altercation violente éclata entre juifs et missionnaires. C'est exactement ce moment que choisit l'évêque protestant pour arriver sur les lieux, et il fallut attendre l'arrivée des policiers pour que les esprits se calment. »<sup>8</sup>

Dans ce passage, Wolofsky essaie de donner l'impression que l'altercation est le résultat d'une provocation de la part des missionnaires. Cependant les chrétiens décrivent l'incident comme une attaque violente des Juifs contre des missionnaires innocents et même contre l'évêque anglican de Montréal:

«In the course of last night's service several groups of young people came into the hall and left on the pretext that there was no room for them. Soon after there was a general attack on the mission. Windows were broken by projectiles of all types; bricks, stones, tomatoes and pieces of wood showered on the occupants...All the windows and doors were broken by the attackers who attempted to overthrow a barricade hastily erected

inside the building. There were several constables at the door at the beginning of the services, but they were helpless in the face of the growing crowd...two hours after the beginning of the trouble there still remained many groups in the vicinity.»<sup>9</sup>

On doit bien noter que cet incident violent n'est pas condamné par les leaders de la communauté juive établie. De plus, cet incident force l'Alderman Blumenthal à quitter la vie politique parce que les Juifs ont l'impression qu'il avait condamné les juifs comme agresseurs. Par exemple, voyons la conclusion qu'en tire le leader Juif, S.W. Jacobs:

«I deeply regret that Jews have made a riot. But knowing that such is not their habit, I must come to the conclusion that it was a provocation on the part of the missionaries. The Yiddish words that a "Chief Rabbi" would speak on Yom Kippur, constituted a base insult to tempt Jews to enter. It is no wonder that the Jewish youth took the situation in their own hands. It should remain a lesson for the conversionists not to outrage Jewish religious feelings. Much as I regret the incident I do not feel that I can blame the Jews for refusing to allow their feelings to be outraged, though I regret other and more peaceful means were not possible. »<sup>10</sup>

Par ailleurs un autre type de conflit surgit en 1905 alors que les actions d'athées d'origine juive sont également perçues

---

<sup>8</sup> Wolofsky, *mayn Lebens Rayze*, p. 136.

<sup>9</sup> Cité dans Rome, «Attacking Jews With Love », p. 8.

<sup>10</sup> Bernard Figler, *Sam Jacobs : Member of Parliament* (Ottawa, 1970), p. 32.

comme une insulte aux rites du judaïsme. C'est l'affaire du "Bal de Yom Kippour" (9 octobre), qu'un article dans la *Gazette* définit comme "une guerre religieuse". Un groupe d'anarchistes juifs, "libres penseurs" [*freidenker*] ont voulu organiser une célébration pendant le jeûne de Yom Kippour pour proclamer publiquement qu'ils rejettent les cérémonies religieuses juives. On a fait de tels "Bals de Yom Kippour" à Londres et New York entre autre . Comme dans le cas du défi des missionnaires, la célébration de ces "libres penseurs" est interrompue par un hooliganisme spontané des autres juifs et par l'intervention des policiers ensuite . Les sources de l'incident ne nous donnent pas les motifs exacts de l'intervention violente des juifs. Néanmoins il est clair que, généralement, c'est une réponse à la perception d'une insulte à l'égard des rites du judaïsme et du caractère sacré du Yom Kippour.<sup>11</sup>

L'institution juive par excellence est la synagogue. Comme toutes les institutions importantes, la synagogue est de temps en temps un lieu de conflits communautaires ou personnels qui dégénèrent en violence physique. Un exemple d'un tel conflit se passe à Albany aux États-Unis , au XIXe siècle. Pendant les offices du Yom Kippour, le président de la synagogue a attaqué le rabbin Isaac Mayer Wise . Cet assaut entraîne une lutte générale qui dure jusqu'à l'arrivée des policiers dans la synagogue .<sup>12</sup> À Montréal, nous examinerons un tel incident. Dans les documents du rabbin Simon Glazer qui, de 1907 à 1918, est le rabbin d'un consortium des synagogues orthodoxes à Montréal et Québec,<sup>13</sup> nous trouvons le document suivant :

«Montreal, October 11, 1909.

We the undersigned, having been appointed as arbitrators and umpire respectively do render our final decision anent the differences of A vs. B,<sup>14</sup> which originated at the Austria-Hungarian synagogue during services of Simchath Torah last...In consideration of the fact that the said B, during sacred services, when the Torah was out of the Ark...has willfully slapped the face of the said A, and causing him pain by knocking a tooth out of his mouth, and in consideration of the fact that the synagogue is sacred to us and our children, it is our decision that the said B shall pay as an indemnity the following sums : to the synagogue he disgraced by causing a row...\$50.00...to the Talmud Torah Anshei S'fard...\$25.00; to the Montreal Home and Orphan Asylum...\$25.00...And, in consideration that he caused a tooth with bridge work to fall out of the mouth of the said A by slapping him, the said B shall pay the said A the sum of...\$15.00.

Besides these, the said B, before being a good-standing member again in the said synagogue he disgraced, he shall have a letter

<sup>11</sup> Rebecca Margolis, «Tempest in three Teapots : Yom Kippur Balls in Longon, New York and Montreal », *Canadian Jewish Studies/Études juives canadienne* 9 (2001), p. 58-62.

<sup>12</sup> Michael Meyer, *Response to Modernity : a History of the Reform Movement in Judaism* (Detroit, Wayne State University Press, 1995), p. 242.

<sup>13</sup> Ira Robinson, *Rabbis and Their Community : The Eastern European Orthodox Rabbinate in Montreal, 1896-1930* (à paraître), chapter 3. Cf. also David Rome, «Rabbi Simon Joshua Glazer », *The Immigration Story II : Jacobs' Opponents (Canadian Jewish Archives 37)* (Montreal, Canadian Jewish Congress, 1986), p. 51-82.

<sup>14</sup> Je n'ai pas donné les noms de ces personnes.

of apology written to the said Austria-Hungarian congregation, and also an apology to the said A.

In consideration of the fact that the said A, without any due cause, in the synagogue while the Parnass<sup>15</sup> was attending his sacred duty, he, A, insulted the said Parnass...A shall receive no ha-Kapha [sic]<sup>16</sup> for two years, and no Aliyah<sup>17</sup> for six months, unless the said A will, at a public meeting, offer a due apology to the Parnass, Mr.C,<sup>18</sup> and it shall serve as a warning so that the officers elected by the people shall be respected.<sup>19</sup>

À Montréal, comme ailleurs en Amérique du Nord, l'industrie de la viande cachère fait l'objet de controverse à cause de raisons religieuses et économiques. Au niveau religieux, la viande cachère symbolise la continuité juive. Durant la période précédant la Deuxième Guerre mondiale la consommation de la viande cachère est un des signes les plus significatifs d'adhésion à la communauté juive. Par ailleurs, cette industrie est alors l'une des plus importantes sources de revenus pour les rabbins orthodoxes immigrés. Pour ces raisons, cette industrie est un élément révélateur important des conflits communautaires dans la communauté juive immigrante de ces années.<sup>20</sup> De temps en temps ces conflits sont violents.

Un premier exemple est l'expérience du rabbin Simon Glazer, que nous avons déjà rencontré. En 1907, les rabbins Glazer et Hirsch Cohen se disputent le contrôle religieux de la viande cachère de Montréal. Cette année-là, le rabbin Glazer refuse d'octroyer des licences à certains individus oeuvrant dans cette industrie. Le *Montreal Herald*, journal sensationnaliste, rapporte : «Because they assaulted their rabbi, Rev. Simon Glazer, in his study, on 29 Gilbault

Street, warrants were sworn out for the arrest of Abraham Neanton, B. Blumenthal and a man named Macaroffsky. Neanton is under arrest and the police are looking for the other two. Macaroffsky is the one who is accused of striking Rabbi Glazer, but the other two tried, the rabbi alleges to spoil his features. The trouble arose over the refusal of Rabbi Glazer, who has sole control of the Kosher meat business here, to grant a license as «killer» to Wolf Goldsman, a friend of Neanton. Neanton wanted to establish a «kosher» shop, and wanted Rabbi Glazer to allow him to have Goldsman as his killer. The rabbi refused to accede to Neanton's request as his predecessors had refused to grant Goldsman a license, on the ground that Goldsman had a rather unsavory reputation. He said though that he would give Neanton a «kosher» license if he would buy his meats from other duly licensed Kosher butchers. This did not suit Neanton.

Rabbi Glazer heard that on Friday of last week and Monday of this week Goldsman had been acting as killer and sent his steward to Goldsman to tell him that he would have to discontinue, and that he would take every measure to advertise Goldsman as an imposter even if he had to effect his arrest. It was this ultimatum, it is alleged, that caused Neanton and Goldsman's sons-in-law to assault the rabbi.

---

<sup>15</sup> Le président.

<sup>16</sup> L'honneur de participer à la procession de la Torah lors de la fête de Simhat Torah.

<sup>17</sup> L'honneur de participer à la lecture publique de la Torah.

<sup>18</sup> C a le même nom de famille que B.

<sup>19</sup> American Jewish Archives, Cincinnati, Ohio. Glazer Papers 269/1/6.

<sup>20</sup> Voir Ira Robinson, «The Kosher Meat War and the Jewish Community Council of Montreal, 1922-1925 », *Canadian Ethnic Studies* 22 (1990), p. 41-53.

Today to *The Herald* Rabbi Glazer gave the following account of the affair : «The three came to my house and asked me if it was true that I would not grant Goldsman a license. I told them that I certainly would not, and they began to curse me fluently and made a rush at me. I jumped for the rear door and got through but Macaroffsky went around the back way and punched me. Meanwhile, my servant had run downstairs and out on the street yelling ‘Murder, police’, and her screams alarmed the trio who scampered downstairs, still swearing at me. They told me that I was not the ‘Czar of Russia’, and I told them that they were in an enlightened country, and that I would have the law on them ”. »

Cet article continue ainsi :

«The kosher business of Montreal amounts to nearly \$3 000 000 a year<sup>21</sup> and Rabbi Glazer has the making of the appointments. He has eleven men to kill cattle and nine to inspect, sixteen to kill poultry, and forty-one retail dealers. When he pronounces meat unfit it is thrown away. In fact he is absolute master of the Jewish meat trade in Montreal. There is a great demand for the various licenses but the recipient has to be of unimpeachable character and reputation.<sup>22</sup>

Le rabbin Glazer quitte Montréal en 1918. Il est remplacé par le rabbin Yudel Rosenberg qui hérite des conflits de son prédécesseur avec le rabbin Cohen.<sup>23</sup> La lutte est parfois violente. Léa Rosenberg, fille du rabbin Yudel, témoigne de cette violence exercée contre son père :

«We became victims. Just before Yom Kippur a crowd gathered outside our home and threw stones. Father finally went out and faced the people. He told them their behaviour was unforgivable and not to be

taken lightly a day before Yom Kippur. The people were petrified and left. »<sup>24</sup>

Cet incident découle probablement de la «Guerre de la viande cachère » des années 1923-1925. C’ est ainsi que la presse yiddish fait état du fait que le rabbin Rosenberg a été attaqué dans la rue, en même temps qu’ on moleste tout juif qui, portant la barbe et habillé à la manière traditionnelle, semble être un membre de son parti. Cette «Guerre de la viande cachère » n’ est pas seulement un conflit de propagande et de placards. Elle est marquée par des manifestations de violence contre des rabbins et des bouchers. Le 8 mars 1923, un boucher du parti du rabbin Cohen est attaqué sur «Main Street » (boulevard St-Laurent) près de l’Avenue des Pins. Selon le reportage de la presse, la victime est hospitalisée et trois bouchers de l’ Association des bouchers juifs de Montréal sont arrêtés.<sup>25</sup> La semaine suivante, des *shohtim*,<sup>26</sup> partisans du rabbin Cohen reçoivent , à leur domicile, une lettre contenant les mots suivants :

«M. \_\_\_\_\_  
Si vous tuerez (des bétailles)  
pour le Canada Packing  
Company, on vous abrège  
votre tête. »

<sup>21</sup> Ce montant est très exagéré.

<sup>22</sup> David Rome, «Rabbi Simon Joshua Glazer », pp. 61.62.

<sup>23</sup> Voir Ira Robinson, «Kabbalist and Communal Leader : Rabbi Yudel Rosenberg and the Canadian Jewish Community », *Canadian Jewish Studies/Études juives canadienne 1* (1993), p. 41-58.

<sup>24</sup> Leah Rosenberg, *The Errand Runner : Reflections of a Rabbi’s Daughter* (Toronto, Wiley, 1981), p. 68.

<sup>25</sup> *Keneder Odler, le 8 mars 1923; Montreal Star, le 10 mars 1923.*

<sup>26</sup> Tueurs.

On prétend que le rabbin Getsel Laxer, un des leaders du parti du rabbin Rosenberg, est l'auteur de cette lettre.<sup>27</sup>

Lors d'une réunion tenue le 5 avril 1923, le Conseil communautaire juif (*Va'ad ha-Ir*)<sup>28</sup>, reconnaît cet état de violence. Dans une discussion à propos des piquets de grève devant les boucheries concurrentes, un certain M. Lachavitsky demande que ces piquets se déroulent sans violence et que «anyone bringing in violence shall be held personally responsible.»<sup>29</sup>

Dans le *Keneder Odler*, le 29 avril 1923, le rabbin Cohen conteste des accusations voulant qu'il ait obtenu les services de gangsters pour «éliminer» leur opposition. Il accuse ses adversaires d'avoir payé aux gangsters un montant de 100\$ et d'avoir promis 200\$ supplémentaires à la fin de l'opération.

Le dénouement de la «Guerre de la viande cachère», en 1925, est marqué par une réconciliation formelle entre les deux partis. Néanmoins les tensions et même la violence dans l'industrie de la viande cachère ne cessent pas complètement. Des consommateurs de la viande cachère croient encore que les bouchers juifs constituent une sorte de «Trust» qui hausse le prix de la viande. Les consommateurs de cette viande se regroupent dans une «Consumers' League», et pratiquent le boycottage. De temps en temps, des piquets de grève accompagnent ces boycotts violents. Voici le texte d'un placard de 1933 :

«Ne mangez pas de viande !

Cette viande est sanglante avec le sang humain !

Samedi soir, les bouchers ont attaqué et blessé des femmes et hommes qui sont paisiblement entrés dans la boucherie. Une femme et deux hommes blessés ont été

hospitalisés. Un homme, M. Klein, est dans une condition critique.

Juives et Juifs – n'achetez pas de viande sanglante avec le sang humain, avec le sang de ceux qui luttent pour la viande moins chère. Ne soyez pas un jaune (scab) et ne trahissez pas ni vous même ni les masses juives de Montréal. Grevez pour une viande bon marché. N'achetez pas de viande jusqu'à la victoire de la grève. Venez en masse à un protest Mass Meeting.

Lundi le 20 novembre 8:30 après-midi à Carmen Silva Hall.

Protestez contre les méthodes de gangster des bouchers et de ceux qui les supportent.»<sup>30</sup>

On doit noter que le ton de cette proclamation est tout à fait empreint du langage des luttes syndicales.

Enfin il est clair que, durant ces années, la violence est un phénomène assez courant dans la communauté juive immigrante qui réagit ainsi à des dangers que ses membres appréhendent. Certes, il y a des choses et des principes qu'un juif de Montréal est prêt à défendre en utilisant la force.

---

<sup>27</sup> *Keneder Odler*, le 15 mars, 1923.

<sup>28</sup> Sur cette institution, voir Ira Robinson, «The Foundation Documents of the Jewish Community Council of Montreal» *Jewish Political Studies Review* 8, nos. 3-4 (1996), pp. 69-86.

<sup>29</sup> Jewish Community Council of Montreal Papers, Archives nationales du congrès juif canadien, Montréal, boîte 23.

<sup>30</sup> Archives nationales du congrès juif canadien, Montréal. Papers of the Jewish Community Council of Montreal, fiche 19b. Le circulaire n'est pas daté. Cependant, il se trouve dans un fichier avec des documents de 1933 et 1934. Le 20 novembre 1933 est un lundi.



## Du rouge sur la « *Main* » pendant les années trente

Andrée Lévesque, Université McGill, Département d'histoire

« Ce quartier est un nid de communistes ». Ainsi s'exprimait le policier A. Brodeur en 1933.<sup>1</sup> Le quartier en question suit le couloir qui se déroule le long du boulevard St-Laurent, ligne de partage de l'est et de l'ouest de Montréal, englobant une ou deux rues de chaque côté, entre les rues Prince-Arthur au sud et Mont-Royal au nord. C'est le quartier Saint-Louis de la ville de Montréal qui a pour échevin depuis 1924 Jos Schubert; il recouvre la circonscription électorale de Cartier qui élit S.W. Jacob au parlement fédéral et celle de St-Louis représentée par Peter Berscovitch à l'Assemblée législative du Québec. À chaque élection, communistes et socialistes présentent leurs candidats et, en 1943, Fred Rose, du Parti communiste est élu à la Chambre des Communes.<sup>2</sup> Une population aux origines ethniques multiples, avec une forte proportion immigrée de l'Europe Centrale anime les rues. Juifs, Ukrainiens, Polonais, Allemands et autres ressortissants des Balkans à la Finlande se côtoient dans les petits commerces du boulevard et dans les appartements des rues voisines. Certains ont gardé de leur pays d'origine une tradition de résistance et de contestation, une expérience des luttes syndicales et la vision d'une société égalitaire. D'autres ont été initiés ici aux idéaux socialistes et marxistes de leurs camarades de travail. Le Parti communiste recrute avec plus de succès chez les nouveaux arrivants que chez les Canadiens-Français majoritaires dans la

ville<sup>3</sup>. Les communistes immigrants sont visibles, parlent des langues étrangères, s'habillent à leur façon, ils et elles sont facilement identifiables, ce qui ne signifie pas que la majorité des immigrants embrassent des partis de gauche, loin s'en faut. Mais pour ceux et celles qui joignent le mouvement communiste, l'expérience laisse son empreinte sur toute leur vie.

On n'adhère pas au Parti communiste comme on devient membre d'un autre parti. Le mouvement communiste est global ; il engage tous les membres d'une famille et guide toutes ses activités. Travailleurs et travailleuses sont appelés à militer à l'usine ; les mères au foyer font partie d'organisations comme La Ligue des Femmes, animent des groupes d'éducation populaire et apportent

---

<sup>1</sup>. « That section is a hotbed of Communism », *Montreal Daily Star*, 7 mars 1933.

<sup>2</sup>. Rosenberg, né à Lublin en 1907, immigre au Canada en 1920 et change son patronyme. Électricien de son métier, militant des Jeunesses communistes, il se présente comme candidat communiste en 1935 et 1939. Condamné pour espionnage après la guerre, il retourne en Pologne en 1958 et s'éteint à Varsovie en 1983. On recommande l'excellent film documentaire de Francine Pelletier, « Fred Rose. Un Canadien errant », Edmonton : productions Great North, 2002.

<sup>3</sup>. Les francophones communistes et leurs sympathisants se réunissent plus à l'est et au sud : l'Université ouvrière, fondée en 1926, a ses bureaux sur la rue Craig avant de déménager au 1408 Montcalm près de la rue Ste-Catherine. Albert St-Martin tient toutefois des assemblées au marché St-Jean-Baptiste, intersection Rachel et St-Laurent, et au Marché St-Laurent.

un précieux soutien financier. Elles organisent des pique-niques ou des bazars afin de recueillir les sommes nécessaires pour envoyer les enfants à la colonie de vacances des petits pionniers par exemple. Les loisirs, les lectures, les conférences sont imprégnés de ce qu'il convient d'appeler une culture communiste. Une culture qui s'exprime dans des valeurs partagées et un idéal commun.

Modèle de solidarité prolétaire, se voulant l'aimant des masses, le mouvement communiste doit être visible. Il multiplie les occasions pour se manifester dans des lieux publics, dans les rues, les parcs, les salles de conférences et un aréna sportif. Dans le climat frileux des années trente, années de crise économique et de la montée des mouvements de droite, l'occupation d'espaces publics par les « rouges » ne se passent pas sans heurts. Le quartier ne leur est pas conquis et au moins autant d'immigrants demeurent apolitiques ou s'identifient à leur église et à leurs institutions traditionnelles. Plus lourde de conséquences est la campagne anticommuniste menée par les autorités politiques et religieuses, fortement soutenue par la police qui tentent avec plus ou moins de succès de rabrouer les manifestations de rue et les assemblées communistes.

Les relations de voisinage revêtent une importance particulière pour l'organisation de réunions mais aussi pour les rapports d'entraide entre les familles de chômeurs par exemple. Ensemble on célèbre des anniversaires et on commémore des événements comme la Commune de Paris le 18 mars, la Journée internationale des Femmes le 8 mars et le Premier Mai fête des travailleurs (qui se devait d'inclure les travailleuses). La plupart des manifestations commencent à la Salle Prince-Arthur<sup>4</sup> ou au Temple du Travail<sup>5</sup> et se terminent par des

discours au Champs de Mars.

Les ancêtre des communistes, socialistes de différentes tendances, avaient déjà investi le Champ de Mars. Ainsi, le défilé du Premier Mai 1906, organisé par le Parti ouvrier et en particulier par Albert St-Martin du Club ouvrier Saint-Jacques, se rassemble à la salle Empire, angle St-Laurent et Ste-Catherine, et en chantant l'Internationale descend la rue Ste-Catherine pour prendre St-Denis vers le sud jusqu'à Craig vers l'ouest puis le boulevard St-Laurent en direction sud pour se rendre au Champ de Mars, drapeau rouge en tête avant d'être saisi par la police.<sup>6</sup>

Comme le centre de gravité démographique se déplace depuis la Nouvelle-France du fleuve vers le nord, les manifestants suivront aussi une trajectoire dans le même sens. Les défilés d'abord confinés au sud de la rue Ste-Catherine montent graduellement la *Main*. En 1913, on marche de la rue Milton au Champ de Mars où 10 000 personnes viennent écouter les discours d'usage. En 1916 et 1917, on part de la Salle Prince-Arthur à la pluie battante. En 1920, l'Aréna Mont-Royal sert de point de départ. Le Temple du Travail au sud de la rue St-Dominique, la Salle Empire, la Salle Prince-Arthur, l'Aréna Mont-Royal, tous des lieux qui pendant des décennies demeureront associés aux activités communistes et socialistes.

<sup>4</sup>. La Salle Prince-Arthur était sise au 67 Prince-Arthur là où se trouve aujourd'hui le Campus Café Bar Danse.

<sup>5</sup>. Le Temple du Travail, au 1201 St-Dominique, abrite au tournant du siècle une église luthérienne, puis un local syndical. En 1911, il appartient à l'Union des Briquetiers et on y tient l'exposition industrielles des produits des travailleurs syndiqués.

<sup>6</sup>. Claude Larivière, Albert Saint-Martin, militant d'avant-garde, Montréal : Éditions coopératives Albert Saint-Martin, p. 73-74.



L'identité communiste s'est forgée dans les réunions et les manifestations implantées dans un milieu très précis. Or les communistes se veulent d'abord internationalistes et chaque célébration, chaque anniversaire était aussi célébré partout dans le monde au même moment, formant ainsi une conscience et un sentiment d'appartenance à un mouvement international et global. Toutes ces activités ont aussi une dimension locale, les revendications s'adressent aux politiciens canadiens ou québécois et contribuent ainsi à la canadianisation des immigrants communistes.<sup>7</sup> Dans un esprit de solidarité internationale, les camarades s'impliquent dans la politique canadienne, québécoise et montréalaise par le biais d'événements à caractère international.

L'occupation de lieux publics pour manifester ne s'est pas passée sans impunité. Depuis la Première guerre, ce qu'on a appelé « la peur du rouge » n'a pas connu de répit. L'illégalité frappe le parti communiste pendant de longues périodes. Au Canada, il est considéré organisation séditeuse de 1919 à 1936, au Québec, il tombe sous la loi du Cadenas de 1937 à 1957. Trois exemples de manifestations aux abords de la *Main* illustrent à présence communiste et la violence répressive qu'elle a suscitée.<sup>8</sup>

### La Salle Prince-Arthur

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur de Richard B. Bennett en 1930, l'*Article 98* du *Code criminel* voté lors de la grève de Winnipeg de 1919 est appliqué de plus en plus rigoureusement. La Ligue pour la défense ouvrière du Canada<sup>9</sup>, une organisation communiste pour « la défense des combattants de la classe ouvrière »<sup>10</sup> qui

inclut de nombreux adhérents de l'extérieur du Parti, invite le président de la Ligue internationale pour la Défense ouvrière, J. Louis Engdahl de New York, à prononcer une conférence à la Salle Prince-Arthur le 30 janvier 1931.<sup>11</sup> Cette soirée vient clore un mois fertile en affrontements entre les communistes et les autorités policières et religieuses.

La crise économique engendre le chômage, les baisses de salaires et l'insécurité. L'hiver est rigoureux et près de la moitié des ménages vivent sous ce qui est alors considéré comme le seuil de la pauvreté.<sup>12</sup> Les communistes sont les

---

7. Voir « Célébrations et manifestations des camarades. La culture internationale et l'identitaire communistes au Canada pendant l'entre-deux-guerres ». *Labour/Le Travail*, 49 (printemps 2002).

8. J'espère ne pas me plagier en référant les lecteurs et les lectrices à mes ouvrages *Virage à gauche interdit*, Montréal : Boréal Express, 1984, p. 132-141, et *Scènes de la vie en rouge*, Montréal : Éditions du remue-ménage, 1999, p. 109-111, 159-162 et 190, où, dans de tout autres contextes, sont esquissés ces événements.

9. La LDO a pour but de fournir les moyens nécessaires à la défense des travailleurs poursuivis pour leurs activités dans le mouvement ouvrier, quelles que soient leur affiliation politique ou syndicale, leur race, leur couleur ou leur nationalité. En 1930, elle compte 2500 adhérents. Bibliothèque de l'Université de Toronto, Fonds Robert Kenny (FRK), boîte 39, The Canadian Labor Defense League Constitution, 4 pages.

10. Circulaire « Protestez contre la déportation des Militants Ouvriers ».

11. Engdahl mourra soudainement à Moscou en 1932 lors d'un voyage dans le cadre de sa campagne pour la libération de sept jeunes Noirs américains, les Scarborough Boys, condamnés à la chaise électrique.

12. Leonard C. Marsh, *Canadians In and Out of Work, a Survey of Economic Classes and their Relations to the Labour Market*. McGill Social Research Series, No 9. Toronto : Oxford university Press, 1940, p. 198-199.

premiers et souvent les seuls à défendre les chômeurs et à les encourager à réclamer l'aide du gouvernement. L'Association des sans-travail, mise sur pied dès janvier 1930, tient habituellement ses réunions au Temple du Travail de la rue St-Dominique. Le 19 janvier 1931, plus d'une trentaine de policiers y effectuent une descente lors d'une réunion de chômeurs. Dès le début de l'assemblée, un jeune Écossais, Don Chalmers, président d'assemblée, interpelle les mouchards dans la salle, avec raison puisque les constables Marion et Caron notent toutes ses paroles. Les gouvernements provincial et fédéral viennent de voter vingt million de dollars pour secourir les chômeurs, mais chaque orateur, Dave Kashtan, Philippe Richer, Fred Rose et Tom Miller, met en doute l'utilisation de ces fonds qui ont plus de chance de venir garnir les goussets des politiciens que de soulager les familles ouvrières. Ils insistent tous sur l'importance de parader dans la rue sans craindre la police. À l'issue de l'assemblée, les policiers leur passent les menottes ainsi qu'à trois chômeurs.<sup>13</sup> La confrontation ne s'est pas fait sans heurts : « Les limiers se mirent en frais d'agir et c'est à coup de gourdin qu'il a fallu se défendre contre les agresseurs qui se mêlaient de donner des coups de poing ».<sup>14</sup> Le lendemain, l'éditorial du quotidien *La Patrie*, invoquant le bon renom de la ville et la « conservation morale chez nos ouvriers » appelle les autorités à mettre fin « aux agitations des meneurs communistes ».<sup>15</sup> Condamnés à la prison,<sup>16</sup> ils seront libérés entre novembre 1932 et juillet 1933, sauf Chalmers qui sortira de la prison de Bordeaux en juin 1932 pour être refoulé en Écosse. L'*Article 98* du *Code criminel* interdit les organisations séditeuses et prévoit la déportation vers leur pays d'origine des immigrants sans même épargner les

Britanniques comme Chalmers. La situation est cependant beaucoup plus risquée pour les ressortissants de pays témoins de la montée du fascisme.

Les affrontements se succèdent pendant les jours précédant la conférence d'Engdahl. Le 21 janvier, la police disperse une vingtaine de chômeurs venus réclamer du travail à l'hôtel de ville. Alarmistes, les journaux font mention d'un rassemblement considérable de Russes, d'Allemands, de Polonais en vêtements de travail conduits par des communistes.<sup>17</sup> Ce même jour, devant le conseil supérieur de la Confédération des Syndicats nationaux (CTCC), l'évêque coadjuteur de Montréal, monseigneur Georges Gauthier, attise le feu dans une déclaration contre la propagande étrangère disséminée par les agents des soviets dans la classe ouvrière.<sup>18</sup> Ces propos sont l'avant-première d'une lettre pastorale qui sera lue dans toutes les églises le dimanche 25 janvier, sera reproduite dans les journaux le

---

<sup>13</sup> . PGO, FLDO, 11C 2905-2910, Procès-verbal de l'interrogatoire des constables L. Marion et J. Caron, 30 janvier 1931. L'épisode est décrit dans A. Lévesque, *Scènes de la vie en rouge, Montréal* : les éditions du remue-ménage, 2001, p. 109-110.

<sup>14</sup> . *Le Canada*, 20 janvier 1931.

<sup>15</sup> . *La Patrie*, 20 janvier 1931.

<sup>16</sup> . À la cour du recorder, un des chômeurs accusés de troubler l'ordre public écopera d'une sentence de trois mois de prison avec travaux forcés, plus huit jours parce qu'il a plaidé coupable. L'homme, arrivé à Montréal un an plus tôt, habite au Refuge Meurling, ce qui fait dire au juge Thouin : « ...Dans le cas présent, l'accusé à barre n'est pas la victime du manque de travail, mais tout simplement un paresseux dont un grand défaut est de manquer de coeur »... « Les gens de ce calibre-là ne peuvent faire qu'une chose, c'est de venir grossir les rangs des communistes ». *Le Canada*, 28 janvier 1931.

<sup>17</sup> . *La Patrie*, 21 janvier 1931.

<sup>18</sup> . *La Patrie*, 22 janvier 1931.

lendemain et, selon le vœux de l'évêque, fera l'objet des prédications du Carême.<sup>19</sup>

Comme à chaque année depuis 1924, les Communistes de tous les pays commémorent la mort de V.I. Lénine. À la salle Prince-Arthur où, le 23 janvier, l'événement réunit 1200 personnes, 200 policiers sont dépêchés sur les lieux. Deux orateurs sont arrêtés. Quand la foule, scandant « À bas la terreur de la police ! Longue vie au Parti communiste ! » refuse de se disperser et que, selon les journaux, « plusieurs des manifestant frappèrent les agents à la tête avec des chaises et différents instruments. La police dut se protéger et se servir de ses bâtons avec le résultat que plusieurs personnes furent blessées légèrement »<sup>20</sup> et qu'en tout dix-huit personnes se retrouvèrent au poste de police.

C'est dans ce climat d'alarme et de répression que la Ligue de Défense ouvrière accueille J. Louis Engdahl le 30 janvier. Plus de 800 personnes viennent l'entendre et protester contre les arrestations de la semaine qui ont provoqué un outrage qui dépasse les limites du parti. Le président de la LUO internationale n'est pas un inconnu dans les milieux de gauche. Né aux États-Unis, il fut condamné pour trahison après s'être opposé à l'entrée en guerre de son pays en 1917. En 1924, il s'est présenté comme candidat communiste aux élections sénatoriales de l'Illinois. À Montréal, dès le début de son discours, Engdahl demande qu'on s'élève contre la tyrannie capitaliste. Cela suffit pour que les policiers de « l'escouade rouge », pour la troisième fois en deux semaines, brisent la réunion sur le champ. L'inspecteur Bilodeau et le capitaine Tremblay, accompagnés d'une cinquantaine de constables spéciaux et autant d'hommes en uniforme, arrêtent la présidente d'assemblée, Bella Gordon, ainsi que le conférencier sous

les accusations d'avoir tenu une assemblée illégale et d'avoir prononcé des paroles séditeuses.<sup>21</sup>

L'interruption de la réunion et l'accusation d'avoir proféré des propos séditeux incitent le juriste Frank R. Scott, professeur à l'université McGill, à écrire une lettre au journal *La Gazette*. Il défend la liberté d'assemblée et de parole, bafouée par les policiers, et soulève l'imprécision de la définition de sédition dans le *Code criminel*. Ce qui lui vaut une réplique de l'éditorialiste du *Canada*<sup>22</sup> et une autre du chef de police Langevin qui, se basant sur le *Code criminel*, comprend comme acte séditeux « toute parole contraire à la loi et la justice »<sup>23</sup> Le Temple du Travail et la salle Prince-Arthur demeureront des endroits surveillés par les forces de l'ordre et seront le siège de nombreuses arrestations en vertu de l'*Article 98* et plus tard de la loi du Cadenas.

---

<sup>19</sup> . Pendant la même semaine, les journaux rapportent la première d'une série de conférences contre le communisme organisée par le Cercle d'études sociales Caron, prononcée par l'aumônier de la CTCC, pendant que l'aumônier de la SSJB recommande la tenue de conférences anticommunistes dans toutes ses sections. *Le Canada*, 27 et 30 janvier 1931.

<sup>20</sup> . *Le Canada*, 24 janvier 1931. *La Patrie*, le 24 janvier 1931.

<sup>21</sup> . *The Montreal Star*, 31 janvier 1931. Les communistes ont toujours *Maintenu* qu'il s'agissait d'un coup monté par la police qui avait transcrit ses paroles après la réunion. *La Patrie*, 25 février 1931, p. 1. Archives de l'Ontario, Fonds du Parti Communiste du Canada, 2A 0910, Jeanne Corbin à Tom Ewen, 1er mars 1931.

<sup>22</sup> . « La propagande communiste », *Le Canada*, 3 février 1931.

<sup>23</sup> . *The Gazette*, 3 février 1931. *Le Canada*, 4 février 1931. Engdahl devra rentrer aux États-Unis et Gordon, condamnée à la prison, ira en appel et sera acquittée en mai. Lévesque, *Virage*, p.136.

## Le meurtre de Nick Zynchuck

Il ne suffisait pas d'être membre en règle du parti communiste pour risquer l'arrestation. Une affaire tragique sur la rue St-Dominique témoigne des conséquences d'être soupçonné de communisme. Dans le creux de la dépression économique, il n'était pas rare d'apercevoir des huissiers vider un appartement et entasser dans un camion meubles, vêtements et tout autre possession personnelle de malheureux locataires incapables de payer leur loyer. La scène s'est répétée en mars 1933 devant l'appartement de Joseph Wlotizozk et sa femme au 3962 St-Dominique.<sup>24</sup> Immobilisé par un accident de travail et n'ayant pas encore reçu de compensation pour sa blessure, le travailleur à l'usine du Canadien Pacifique n'avait pu acquitter son loyer depuis un mois. Quand les huissiers se sont présentés pour la première fois à son domicile le 3 mars avec un ordre d'expulsion de la cour, son épouse a protesté énergiquement, insistant qu'ils n'avaient nulle part où se réfugier. L'huissier a quand même exécuté son ordre, sorti les gens mais non les meubles et mis les scellés sur la maison.<sup>25</sup> Le cadenas sera vite brisé par les occupants revenus à leur logis.

Incrédule devant la menace d'expulsion, madame Wlotizozk se présente chez l'échevin Joseph Schubert samedi en soirée.<sup>26</sup> Elle est accompagnée de voisins et d'un journalier polonais, au pays depuis cinq ans et à l'emploi du CPR, Nikita (Nick) Zynchuck, à qui elle avait déjà loué une chambre. Madame Wlotizozk dit à son échevin ne pas comprendre comment la loi permet d'expulser de leur appartement, en plein hiver, un homme blessé et sa famille et demande un mois de sursis jusqu'à ce que son mari perçoive une compensation de la Commission des Accidents de travail.

Zynchuck, qui habite maintenant à quelques rues plus au nord, toujours sur St-Dominique,<sup>27</sup> veut savoir si les huissiers peuvent saisir les biens qu'il a laissés à son ancienne adresse. Le conseiller municipal leur suggère de rencontrer leur propriétaire et de s'entendre sur les possessions qu'ils seraient autorisés à garder en cas de saisie, puis de s'adresser au prêtre de l'église polonaise pour tenter d'obtenir de ses organisations de secours le montant d'un mois de loyer.<sup>28</sup>

Après une autre tentative infructueuse d'éviction le lendemain, les huissiers reviennent le lundi 6 mars accompagnés cette fois de policiers. Malgré les protestations des Wlotizozk, maintenant escortés de nombreux voisins, les huissiers empilent leurs possessions sur le trottoir et dans un camion. Les amis, les curieux, les compagnons de travail sont attirés par l'événement. Depuis la rue Napoléon monte la foule que les autorités évalueront entre 800 et 1000 personnes. C'est bientôt le chaos : Joseph Wlotizozk veut pénétrer dans sa maison et frappe sur la porte avec sa béquille ; allongée sur le lit, sa femme tente sans succès de retarder les huissiers; des voisins prennent des vêtements des locataires évacués tandis

---

<sup>24</sup> . Cette adresse se trouve aujourd'hui directement derrière le restaurant Moïse's situé du côté est du boulevard St-Laurent.

<sup>25</sup> . Archives Nationales du Québec, Ministère de la Justice, district de Montréal, enquête du coroner, 192-07-005, TP12, S2, SS26, SSS1, boîte 35, #248, 6 mars 1917. Témoignage de René Clouette, huissier, 7 mars 1933.

<sup>26</sup> . Joseph Schubert (Roumanie 1889-Montréal 1952) était un social-démocrate, membre du parti social-démocrate en 1917, et 1933 il adhère au parti CCF.

<sup>27</sup> . Il habite désormais au 4370 St-Dominique juste au nord de la rue Marie-Anne.

<sup>28</sup> . *Montreal Daily Star*, 10 mars 1933.

que les constables doivent repousser la foule qui manifeste de plus en plus bruyamment. Un huissier se sent tellement menacé qu'il dira plus tard : « Monsieur St-Pierre [l'autre huissier] et moi étions dans la maison et nous nous sommes dit 'nous sommes finis, les constables n'ont plus de résistance contre la foule' ». <sup>29</sup>

Dans l'appartement se trouvait encore une valise et des biens ayant appartenu à Nick Zynchuck. En remontant la rue, celui-ci aperçoit sur le trottoir les effets de ses anciens propriétaires. Il tente alors de rentrer dans l'appartement récupérer ses possessions. Il réclame aux huissiers ses vêtements mais on lui répond que tout a été saisi. Devant l'opposition des policiers et des huissiers, le locataire s'empare d'une colonne de lit sur le trottoir, la brandit en se dirigeant vers la porte. C'est là que le coup partit : le constable Frank Zappa, à environ deux mètres de Zynchuck, lui tire dans le dos à bout portant. Atteint à l'aorte, la colonne vertébrale perforée, le Polonais s'effondre devant la foule. <sup>30</sup>

Le lendemain matin, à la station de police, Zappa admet avoir agi sous l'effet de la colère. Quand on lui demande pourquoi il n'a pas visé au-dessus de la tête de la victime, il rétorque : « C'est un communiste ». Deux jours plus tard, l'enquête du Coroner exonère de tout blâme le constable Zappa et l'affaire n'aura pas de suite devant les tribunaux.

Le quartier n'était pas prêt d'oublier le meurtre d'un voisin. Comme le dit l'échevin Schubert : « La raison pour laquelle les gens assemblés lundi après-midi étaient excités et enragés est très simple. Il y a eu des centaines d'évictions dans le quartier. Plusieurs personnes dans la foule ont pu être elles-mêmes victimes de saisies et sont dans la crainte d'en être bientôt les prochaines

victimes ». <sup>31</sup> Quant à l'accusation de communisme, Schubert affirme qu'ils en étaient aussi éloignés « que la terre l'est de la planète mars ». Ce sont toutefois les communistes qui ont aidé aux voisins à se mobiliser pour les funérailles de Zynchuck le 11 mars.

La cause de Zynchuck ne pouvait qu'attirer la sympathie dans un quartier immigrant où la présence des huissiers est chose courante et où les rapports avec la police demeurent tendus. Le Polonais fréquentait l'église grecque orthodoxe, mais neuf camarades de l'Association ouvrière de Verdun portent le cercueil. Le cortège funèbre s'est rassemblé juste à l'ouest du boulevard Saint-Laurent sur la rue Arcade près de l'Avenue des Pins pour descendre la rue Jeanne-Mance vers la rue Sherbrooke, bloquant toute circulation sur l'Avenue des Pins du boulevard St-Laurent à l'Avenue du Parc. L'organisation ne relève pas de l'improvisiste : brassard rouges et noirs en évidence, les Canadiens-Français sont en tête derrière l'orchestre, suivis des Canadiens-Anglais (sic) puis des vétérans, la foule, évaluée à plusieurs milliers de personnes, s'ébranle au son de la Marche funèbre de Chopin. On remarque trois bannières : « Murdered in the back » et « Shot in the back », probablement portées par l'Association des Travailleurs de Verdun. <sup>32</sup> Le cortège n'atteindra jamais le cimetière. À l'intersection de Jeanne-Mance et Sherbrooke, sans préavis la police fonce sur la foule, poussant des femmes et des enfants dans les bancs de neige, blessant, entre

<sup>29</sup> . Clouette, Enquête du Coroner.

<sup>30</sup> . *Ibid.*

<sup>31</sup> . *Montreal Daily Star*, 10 mars 1933.

<sup>32</sup> . *Montreal Daily Star*, 13 mars 1933.

autres, la poète Dorothy Livesay. Elle a raconté l'événement dans ses mémoires en a fait le sujet d'un poème émouvant, « L'immigrant », dont ces lignes donnent le ton :

«There was a roar and pistol crack  
Nothing had happened in the street  
Only a worker shot in the back»<sup>33</sup>

Un épisode communiste comme tant d'autres. Le lendemain, l'Association des ministres protestants (*Protestant Ministerial Association*) ajoute sa voix aux protestations et qualifie l'action policière de « *un-British, not to speak of its non-Christian character* ». Et le prédicateur de l'église Emmanuel d'avertir que « *Such acts will make more Bolsheviks than all the propaganda emanating from Moscow* ». <sup>34</sup> Le ralliement autour d'une victime du quartier témoigne des liens qui unissent les habitants autour de la *Main*.

### L'Aréna Mont-Royal

En 1911, l'engouement pour le hockey et surtout pour l'équipe des Maroons commande la construction d'un grand édifice de deux étages sur la rue Mont-Royal, entre les rues St-Urbain et Clark, soit à un coin de rue de la *Main*. Ses 3000 places s'avèrent vite insuffisantes et en 1919 un nouveau bâtiment peut contenir plus de 8000 fans de ce qui est désormais l'équipe des Canadiens ainsi que des adeptes de combats de boxe et de lutte. L'Aréna ne sert pas seulement aux sports, il ouvre ses portes à des artistes tel Enrico Caruso et offre aussi un lieu prisé pour les grands ralliements.<sup>35</sup> Situé dans le quartier rouge de Montréal, il se prête aux événements propres à attirer les foules.

En juillet 1936 éclate en Espagne une

guerre civile qui préoccupera de façon particulière et les éléments de gauche sympathiques au gouvernement républicain espagnol et les catholiques partisans du général rebelle Francisco Franco. Aux Québec, le clergé et l'Union nationale qui vient d'accéder au pouvoir exploitent la crainte suscitée par les attaques dirigées contre l'Église d'Espagne et traduisent sur la scène québécoise la croisade anticommuniste espagnole. L'abrogation de l'*Article 98* du *Code criminel* par le gouvernement fédéral libéral en juin 1936 n'a fait que raviver le sentiment d'inquiétude face au « péril rouge ». Preuve de la présence communiste, dit-on, le Parti communiste, au Canada - comme dans tous les pays où il possède une antenne,- recrute des volontaires pour combattre le fascisme en Espagne dans les Brigades internationales.

Pour contrer la propagande pro-franquiste disséminée dans les églises et dans les discours politiques, l'organisation des Citoyens de Montréal du Comité d'aide à l'Espagne (CAE), présidée par le professeur de droit Frank R. Scott, organise la visite d'une délégation espagnole en tournée aux États-Unis. Elle comprend le président de la gauche républicaine et ex-ministre de l'Éducation Marcellino Domingo, l'ex-déléguée espagnole à la Société des Nations et ambassadrice de Madrid à Stockholm Isabella Palencia et le Père Luis Sarasola, franciscain basque républicain. C'est l'époque des fronts populaires et la gauche,

<sup>33</sup> . Dorothy Livesay, « An Immigrant (Nick Zynchuck) », *Right Hand Left Hand*. Don Mills: Porcupic Press, 1977, p. 84-85.

<sup>34</sup> . *Montreal Daily Star*, 13 mars 1933.

<sup>35</sup> . L'Aréna Mont-Royal sera converti en bâtiment industriel en 1938. Il fut détruit par le feu 2 mars 2000. *La Presse*, 3 mars 2000. *La Gazette*, 3 mars 2000.

- des communistes aux libéraux progressistes en passant par les socialistes et les sociaux-démocrates du CCF -, soulève l'espoir de freiner la vague fascisme.

Le choix d'un endroit public ne va pas de soi. Dans une ville comme Montréal, il faut négocier l'occupation des espaces en jugeant non seulement la composition sociale mais aussi l'équilibre ethnique. Le comité pense d'abord louer le vaste marché Saint-Jacques, mais pour ne pas provoquer la population francophone du quartier, on propose l'Aréna Mont-Royal situé au milieu d'une population largement gagnée à la cause républicaine espagnole. Selon Eugene Forsey, membre du comité d'organisation, certains s'y seraient objectés par crainte que la population juive « n'envahissent l'endroit » laissant peu de place pour les Canadiens-Français.<sup>36</sup> L'Aréna est finalement loué pour accueillir les délégués espagnols le 23 octobre.

L'événement n'aurait pas pu plus mal tomber. La guerre d'Espagne a fait monter d'un cran l'ardeur anticommuniste de l'Église et des associations catholiques comme les Tiers-Ordres paroissiaux. Un clergé foncièrement conservateur et des politiciens prêts à exploiter la peur du rouge attisent les dénonciations du bolchevisme dans les sermons, dans les syndicats, dans les collèges et à l'Université de Montréal. Pendant les semaines qui précèdent la venue des Espagnols, pas une journée ne s'écoule sans que la presse ne rapporte soit la présence d'agitateurs communistes parmi les chômeurs employés aux travaux publics, soit des parades d'étudiants ciblant des sites associés aux communistes, soit des appels alarmistes de la part de l'Église.

Le 30 septembre 1936, dans toutes les paroisses la lettre pastorale contre le communisme rédigée par l'évêque coadjuteur

de Montréal, monseigneur Georges Gauthier, est lue du haut de la chaire. Il lance un appel à l'Action catholique et à la Jeunesse ouvrière catholique pour opposer une ferme résistance au communisme.<sup>37</sup> Deux grands rassemblements anticommunistes sont prévus à Québec et à Montréal le dimanche 25 octobre pour célébrer la fête du Christ-Roi. Par coïncidence, deux jours après l'assemblée prévue à l'Aréna Mont-Royal.

Alors que les syndicats catholiques embrassent la croisade, les syndicats internationaux, qui regroupent la majorité des syndiqués, adoptent à leur congrès national une proposition d'appui aux républicains espagnols. Que les Ligues du Sacré-Coeur s'empressent de dénoncer la position du Congrès des Métiers et du Travail, il n'y a rien d'étonnant, mais coincés entre leur centrale syndicale et leur allégeance catholique, le Conseil des métiers et du travail de Montréal désavoue la position de sa centrale.<sup>38</sup>

Comme à chaque année après la rentrée universitaire, on célèbre dans les deux universités catholiques la messe du St-Esprit. Le dimanche 4 octobre, les étudiants, arborant leur béret et leur canne, auront droit à un sermon de mise en garde contre le libertinage et le communisme.<sup>39</sup> Prenant ces

---

<sup>36</sup> . Archives nationales du Canada, CCF Records, vol. 99, Forsey à Woodsworth, 20 octobre 1936.

<sup>37</sup> . Circulaire au clergé du diocèse, 1<sup>er</sup> octobre 1936, *Mandements, lettres pastorales et autres documents du diocèse de Montréal*, vol. 18, p. 508-514.

<sup>38</sup> . Les typographes avaient donné de coup d'envoi dès le 5 octobre. *Le Canada*, 3, 5 et 16 octobre 1936. Voir Jacques Rouillard, « Haro sur le fascisme : la fondation de la Fédération provinciale du travail du Québec », *Canadian Historical Review*, LXXI, 3 (septembre 1990), p. 358-359.

<sup>39</sup> . *Le Canada*, 5 octobre 1936.

admonitions au pied de la lettre, les carabins partent vandaliser les locaux du journal communiste Clarté au 254 rue Ste-Catherine est, puis une salle où les francophones tiennent des assemblées au 1408 Montcalm ainsi que le dépôt de journaux qui vend des publications communistes au coin de la rue Ste-Catherine et de la *Main*.<sup>40</sup> Trois jours plus tard, s'adressant à un autre auditoire, le *Pontifex maximus*, Adrien Arcand, tient une assemblée fasciste au Monument national, propriété de la Société nationale Saint-Jean-Baptiste sur le boulevard St-Laurent au sud de la rue Ste-Catherine. Ses troupes vêtues de chemises bleues remplissent la salle, profèrent le salut fasciste et écoutent le « mussolini (sic) hitlérien canadien » dénoncer tout ce qui conduit au communisme « qui est la renonciation de dieu et de la patrie ».<sup>41</sup>

Le 16 octobre, la découverte de tracts communistes au sein même de l'Assemblée législative provoque l'ire du Premier ministre. Invoquant les traditions catholiques de la province, il assure l'Assemblée de son intransigeance devant ceux qui sont responsables d'avoir introduit des « documents exprimant des vues intolérables pour notre civilisation, nos traditions et nos idéaux » et promet de la part du Solliciteur-général les mesures les plus énergiques contre « cette canaille et ces étrangers ».<sup>42</sup>

Le quotidien communiste The Clarion du 14 octobre annonce la venue des délégués espagnols. Deux jours plus tard, le diocèse émet une mise en garde contre le père Sarasola. Il donne le ton à la tournure que va prendre au Québec l'opposition aux Espagnols. Sarasola, prêtre du pays basque, là où l'Église appuie les républicains, est vilipendé, traité de faux prêtre, de « pseudo religieux » et d'apostat.<sup>43</sup> De son côté, la

Société Saint-Jean-Baptiste demande au procureur-général, Maurice Duplessis, ainsi qu'au Comité exécutif de la ville de Montréal d'interdire une assemblée qui peut « mettre en danger la paix et l'ordre public ».<sup>44</sup> Interpellé, le chef de police Fernand Dufresne avait annoncé la veille que les délégués dûment accrédités avaient le droit d'exprimer les vues de leur gouvernement et que la police de Montréal leur accorderait toute sa protection.<sup>45</sup>

Dans ce climat sinon d'hystérie collective du moins de grande mobilisation anticommuniste, les quatre Espagnols arrivent de Toronto le 23 octobre au matin. Au même moment, quelque deux cents étudiants de l'Université de Montréal se présentent à l'hôtel de ville pour réclamer l'interdiction de l'assemblée de l'Aréna Mont-Royal. Le président du Comité exécutif de la ville, Fernand Savignac, ordonne au chef Dufresne d'interdire l'assemblée à l'Aréna ou ailleurs. Sous les applaudissements frénétiques des étudiants réjouis d'avoir réussi à freiner l'occupation d'un lieu public pourtant bien ancré dans son quartier.<sup>46</sup>

Le comité d'organisation multipliera les efforts pour trouver une salle publique. La ville de Westmount échappe à

---

<sup>40</sup> . Malgré les dégâts importants, portes, fenêtres et calorifères brisés, documents jetés dans la rue, les cinquante policiers n'ont pu opérer aucune arrestation. Le Canada, 5 octobre 1936.

<sup>41</sup> . Ibid., 8 octobre 1936.

<sup>42</sup> . The Montreal Star, 17 octobre 1936.

<sup>43</sup> . Le Canada, 23 et 26 octobre 1936 ; Le Devoir, 23 octobre 1936 ; Montreal Star, 23 octobre 1936 ; The Gazette, 24, 27 et 28 octobre 1936.

<sup>44</sup> . La Patrie, 23 octobre 1936.

<sup>45</sup> . Montreal Herald, 23 octobre 1936.

<sup>46</sup> . Le Canada, 24 octobre 1936.



l'administration de Montréal, mais le Victoria Hall qui pourrait remplacer l'Aréna est, prétend-on, déjà loué. Il faut finalement se résigner à annuler la grande assemblée, mais le *Social Problems Club* de l'Université McGill propose de recevoir les délégués à 17 heures dans la salle de bal de la rue McTavish. L'entrée est limitée exclusivement aux professeurs et aux étudiants de l'université qui doivent présenter leur carte d'identité à la porte.<sup>47</sup> Pour ne pas provoquer les autorités, le père Sarasola se fera discret et n'interviendra pas. En soirée, une réunion se tient à l'hôtel Mont-Royal où loge la délégation. Parmi les personnes qui s'adressent à l'auditoire restreint, le docteur Norman Bethune prend la parole. Pendant l'allocution d'Isabella Palencia, le gérant de l'hôtel intervient, brise la réunion en invoquant la peur d'une émeute étudiante.<sup>48</sup>

Ses craintes étaient fondées. Quelque 2500 étudiants sont massés devant l'Aréna Mont-Royal scandant « À bas les communistes ! » « À bas l'impérialisme ! » et « À bas les juifs ! » Dispersés par la police, environ 300 jeunes gens se dirigent vers le Victoria Hall de Westmount, qu'ils trouvent fermé, et de là sur la rue Sherbrooke jusqu'à Atwater qu'ils descendent pour rejoindre la rue Ste-Catherine jusqu'à St-Denis où les policiers arrêtent deux jeunes de 16 et 17 ans accusés d'avoir chanté et troublé la paix.<sup>49</sup> Tous les policiers de la ville sont en devoir. On les appelle d'urgence pour intervenir sur le boulevard St-Laurent où 600 jeunes hommes sont rassemblés devant les bureaux du journal juif, *Jewish Eagle*. Près de la rue Duluth, un conflit éclate quand ils font irruption dans la boutique d'une vendeuse de journaux « Des Juifs étant accourus en grand nombre au secours de leurs compatriotes, la police jugea bon d'intervenir ».<sup>50</sup>

Deux jours plus tard, dimanche le 25 octobre, une foule de 100 000 personnes se rassemble au Champ de Mars pour la fête du Christ-Roi.<sup>51</sup> Sur l'estrade est réunie l'élite politique, religieuse et économique, haut-clergé, députés, échevins et hommes d'affaires pour entendre Mgr Gauthier et le père Louis Chagnon appeler à la justice sociale et surtout dénoncer le communisme. Au même moment, au Colisée de Québec, le cardinal Villeneuve, le premier ministre Duplessis et le maire Grégoire de Québec célèbrent aussi le Christ-Roi et la croisade anticommuniste. Le premier ministre profite de l'occasion pour féliciter les étudiants de Montréal de leur contre-manifestation du vendredi soir : « Je veux dire combien de fierté j'ai éprouvée lorsque j'ai appris que les étudiants avaient empêché les communistes de parler à Montréal. Ces étudiants, fiers des principes de leurs aïeux qui ont fait l'épopée du Canada, ont posé là un acte bien consolant ».<sup>52</sup> Il proclame aussi que désormais les films russes seraient interdits au Québec.

Justifiés dans leur action, assurés de l'appui du premier ministre lui-même, les

---

<sup>47</sup> . *McGill Daily*, 26 octobre 1936.

<sup>48</sup> . *Ibid.*

<sup>49</sup> . *Le Canada*, 24 octobre 1936, *The Gazette*, 24 octobre 1936.

<sup>50</sup> . *Le Canada*, 24 octobre 1936.

<sup>51</sup> . La grande manifestation catholique au manège de la rue Craig était organisée par le Comité des Oeuvres catholiques de Montréal, appuyée par la Société Saint-Jean-Baptiste « en signe d'attachement à leur religion, afin de protester contre les persécutions dont sont victimes leurs frères de Russie, d'Espagne, et du Mexique et de prier pour le triomphe de la foi dans tous les pays ». *Le Canada*, 21 octobre 1936.

<sup>52</sup> . *Le Canada*, 26 octobre 1936, *L'Événement*, 26 octobre 1936.

étudiants retourneront dans la rue. En fin d'après-midi, ils seront 2000 à l'intersection des rues Ste-Catherine et Montcalm. De là, ils descendront jusqu'à la Place d'Armes en criant « À bas le communisme ! » « À bas les Juifs ! » et en menaçant de faire des descentes dans les locaux communistes.<sup>53</sup>

Dès lundi, l'échevin et pro-maire Léo J. McKenna, après avoir blâmé les étudiants de l'Université McGill d'avoir accueilli les Espagnols, annonce l'interdiction de toutes réunions « tenues sous la direction des communistes ».<sup>54</sup> Le lendemain, le *Modern Book Store*, qui vend des journaux communistes, reçoit une lettre de menace revendiquée par les fascistes.<sup>55</sup> Quelques jours plus tard, l'apparition de swastikas collées dans les corridors de l'hôtel de ville décideront McKenna à aussi déclarer la guerre aux fascistes.<sup>56</sup>

Le mois d'octobre 1936 avait bouleversé les habitants du quartier St-Louis. L'interdiction de l'assemblée de l'Aréna Mont-Royal visait non seulement les communistes mais aussi les sympathisants et même les sociaux-démocrates qui combattaient parfois pour les mêmes causes, comme l'Espagne républicaine, sans aucune allégeance au communisme. Les Juifs, fortement concentrés dans ce secteur, de même que tous les immigrants d'Europe Centrale se sentaient menacés par l'association facile qu'établissaient les étudiants entre communisme, juifs et étrangers. Ces derniers partagent un espace géographique commun et fréquentent les mêmes lieux publics que viennent leur disputer des gens issus d'une autre classe sociale, des quartiers bourgeois et francophones.

Depuis l'abrogation de l'*Article 98* du *Code criminel* en 1936, les pétitions d'associations catholiques pleuvent sur le

bureau du ministre de la Justice Ernest Lapointe l'implorant « d'empêcher les menées subversives » des communistes. Disant s'appuyer sur les déclarations faites lors de la fête du Christ-Roi, elles redoublent d'intensité après les événements d'octobre.<sup>57</sup> À l'instigation du cardinal Villeneuve, un comité secret de citoyens sera mis sur pied et recommandera au gouvernement Duplessis de présenter une loi provinciale pour protéger la province du bolchevisme.<sup>58</sup> Le 17 mars 1937 sera votée à l'unanimité la loi protégeant la province contre la propagande communiste, bientôt connue sous le nom de loi du Cadenas.

Les autorités municipales l'invoquent peut-être pour empêcher André Malraux de tenir une assemblée. Comme les Républicains d'Espagne six mois plus tôt, il est reçu au *Faculty Club* de l'Université McGill et aussi à l'église presbytérienne américaine. Un an presque jour pour jour après l'événement des délégués espagnols, la venue du député communiste français

---

<sup>53</sup> . *Le Canada*, 26 octobre 1936.

<sup>54</sup> . *The Gazette*, 27 octobre 1936.

<sup>55</sup> . « From Fascists - Read Inside - Important ». « Last Warning - We give you three days to close everything or we put **dynamite** around your Modern Book Store - We mean it we are numerous everyday and we'll go to the end - the police is with us and you know it - We'll be there this week - We are and we stay Fascist ». *The Gazette*, 27 octobre 1936

<sup>56</sup> . *The Gazette*, 26 octobre 1936

<sup>57</sup> . ANC, Fonds Ernest Lapointe, vol. 40.

<sup>58</sup> . Séminaire de Trois-Rivières, Fonds Maurice Duplessis, Villeneuve à Duplessis, 19 janvier 1937 ; Villeneuve à Cloutier, 10 décembre 1937. Lévesque, *Virage à gauche*, p. 138. Lucie Laurin, « Communisme et liberté d'expression au Québec : la 'loi du Cadenas', 1937-1957 », dans R. Comeau et B. Dionne, *Le Droit de se taire*, Montréal : VLB, 1989, p. 112-133.

Alfred Costes cause une répétition de cette affaire : location de l'Aréna Mont-Royal par les organisateurs, intimidation des étudiants à l'hôtel de ville, annulation de l'assemblée pas le maire.<sup>59</sup> La loi du Cadenas effraie bientôt certains propriétaires qui n'oseront plus louer leur salle. Des réunions comme celle des Amis de l'Union soviétique ou de l'Association des sans-travail seront interdites sans possibilité d'appel. Il faudra un personnage de la stature de Norman Bethune pour que l'Aréna Mont-Royal puisse ouvrir ses portes à une foule de sympathisants venus l'ovationner et encourager son oeuvre en Espagne.

Le lendemain de l'assemblée annulée des délégués espagnols et du déferlement étudiants dans les rues de la ville, les journaux publiaient la décision du docteur Norman Bethune de partir pour l'Espagne. Il démissionnait comme chef de chirurgie thoracique à l'hôpital du Sacré-Coeur et comme chirurgien consultant au ministère fédéral des pensions et de la santé pour accepter une mission du comité d'Aide à l'Espagne où il prévoyait réunir des médecins volontaires, des infirmières et des ambulanciers.<sup>60</sup> Les Canadiens ont envoyé près de 14 000 volontaires dans les Brigades internationales, la plupart dans le Bataillon Mackenzie-Papineau, mais son ambassadeur le plus médiatisé auprès de la cause républicaine est sûrement le docteur Norman Bethune. Il a son ambulance et met sur pied un service de transfusion sanguine. Il est aussi membre du Parti communiste depuis l'automne 1935.

En juin 1937, déjà légendaire, il revient au pays recueillir des fonds pour établir un orphelinat destiné aux enfants de victimes de la guerre. Le Comité d'Aide à la démocratie espagnole (CAE), s'occupe de sa tournée. Des communistes y participent mais

le Comité n'est pas essentiellement une initiative du parti et jouit de l'appui d'un large éventail politique et humanitaire dont les églises protestantes de Montréal. Encore une fois les organisateurs considèrent l'Aréna Mont-Royal le meilleur endroit pour rassembler la foule que le nom de Bethune est certain de rassembler. À son arrivée à la gare Bonaventure, environ 250 personnes lui offrent un accueil délirant que le Montreal Herald compare à celui réservé à César dans la Rome antique.<sup>61</sup> Le voyageur leur répond poing levé, par le salut du Front populaire.

Cette fois, l'Aréna Mont-Royal ouvrira ses portes au héros de la gauche montréalaise et canadienne. En vacances d'été, les étudiants n'interviennent pas. Interrogé, le maire Adhémar Raynault n'a pas l'intention d'interdire la réunion sauf si « ses déclarations provoquent des manifestations excessives, la police municipale s'occupera - comme elle sait le faire - du maintien de la paix et du bon ordre ». <sup>62</sup> Le seul incident rapporté concerne l'arrestation de deux jeunes francophones à la porte d'une usine, occupés à distribuer des circulaires annonçant l'événement.<sup>63</sup>

Au son d'airs de la république espagnole, l'Aréna, décoré de bannières aux couleurs de la République, orange, violet et rouge, et d'affiches proclamant le déjà célèbre « *No Pasaran !* » se remplit de plus de 7800 personnes dont plusieurs doivent demeurer debout. Après une longue ovation, Bethune résume la situation espagnole et s'en prend à la politique de non-intervention adoptée par

<sup>59</sup> . Le Canada, 22 octobre 1937.

<sup>60</sup> . The Gazette, 24 octobre 1936.

<sup>61</sup> . Montreal Herald, 18 juin 1937.

<sup>62</sup> . La Presse, 18 juin 1937.

<sup>63</sup> . Ibid.

la France et la Grande-Bretagne, et suivie par le Canada, qui empêche l'aide aux Républicains attaqués par les forces allemandes et italiennes au service des franquistes. Son ton est optimiste : fort de l'appui de la population, la république est sûre de sa victoire. Puis, venant au but de sa tournée, il expose son projet d'un orphelinat pour 500 enfants au coût de 500\$ par enfant par année. Les billets de monnaie affluent sur l'estrade, les sommes recueillies dépassent 2000\$. L'assemblée est présidée par l'avocat R.L. Calder, reconnu pour sa défense des droits de la personne, qui présente les autres conférenciers : le consul loyaliste d'Espagne, José Thomas Pierre, le vice-président du conseil des métiers et du travail de Montréal Jack Cupello, le révérend anglican R.K. Naylor et le secrétaire du Comité médical pour l'Aide à l'Espagne Norman Lee.

Cette fois, à la faveur du front populaire, en opposition à la montée du fascisme en Europe - et que les plus alarmistes craignent de voir s'implanter au Québec, - un des lieux les plus populaires de la ville a attiré un auditoire qui déborde de beaucoup de quartier de la *Main*. Sans interdiction ni répression.

Prompt à souligner les différences ethniques et à propager l'amalgame juifs et communistes, désireux de démarquer la population francophone de ce genre d'événements, Le Devoir remarque que « cet auditoire paraissait en grande majorité composé d'Israélites ». <sup>64</sup> Le quotidien La Presse fait état de la « foule cosmopolite et bigarrée » et de la présence de « jeunes filles, israélites pour la plupart, qui tentaient d'intéresser les spectateurs à des tracts de propagande ». <sup>65</sup> Leur participation à un événement politique a pu surprendre les journalistes habitués aux manifestations

uniformément masculines : les carabins avec leur canne, les fascistes en chemises d'uniforme, les exaltés des Jeunesses patriotes, tous du même sexe. Les jeunes filles qui distribuaient des tracts à l'Aréna Mont-Royal étaient les filles et les femmes de communistes et militaient elles-mêmes dans les Jeunesses communistes. Dans l'auditoire, des parents avaient voulu que leurs enfants rencontrent le héros médecin. Comme la plupart des rassemblements du quartier, la grande assemblée devenait une affaire de famille.

**M**anifestations de rue, émeutes populaires, ralliements de foule illustrent l'occupation d'espaces contestés par les forces de l'ordre et par une jeunesse encadrée et séduite par un catholicisme conservateur et un nationalisme xénophobe. La visibilité fait la force et suscite la crainte. Que des centaines de voisins expriment leur appui aux victimes d'une éviction, qu'ils et elles risquent la violence policière pour défiler dans les rues témoigne de la présence indéniable d'un ferment solidaire dans ce quartier qu'en exagérant un peu les policiers qualifient de communiste. Les immigrants ne sont pas isolés dans leur quartier : l'élan de soutien exprimé par les habitants de la rue St-Dominique est éloquent. Le réseau social est intégrateur et l'action collective agit comme un creuset pour les immigrants, les initiant aux questions locales, à la politique de leur nouveau pays mais dans une perspective internationale. Leur visibilité confirme toutefois l'urgence de mesures répressives pour contenir la menace d'un mouvement dirigé contre les intérêts de l'ordre social capitaliste en place. De part et

---

<sup>64</sup> . Le Devoir, 18 juin 1937.

<sup>65</sup> . La Presse, 18 juin 1937.

d'autre, on continuera à se disputer la rue et les salles de réunion jusqu'à l'invasion de l'URSS par l'Allemagne en 1941, invasion qui, malgré le hiatus du pacte germano-soviétique, ne vient que confirmer les prédictions communistes et favoriser un climat politique qui permettra l'élection du communiste Fred Rose à la Chambre des Communes en 1943.

## Protestez contre la déportation des Militants Ouvriers!

**OUVRIERS!** La crise économique au Canada a considérablement abaissé le standard de vie et jeté à la rue sans travail, des centaines de milliers de travailleurs. Les tentatives des ouvriers d'organiser la lutte pour de meilleures conditions se heurte à une terreur policière croissante. Les gouvernements provinciaux et fédéral usent de l'arme de déportation contre les militants ouvriers.

Des ouvriers qui ont sué dans les mines, les usines, les forêts pendant des années, produisant des millions pour les patrons canadiens, sont à présent sans ouvrage arrêtés et expédiés dans des pays où la mort les attend s'ils sont connus comme militants. Des centaines d'ouvriers anglais qui furent envoyés dans l'ouest canadien et s'y sont révoltés contre les mauvaises conditions sont réexpédiés en Angleterre.

Les autorités de Calgary ont entrepris de déporter les étrangers sans travail. Vancouver agit de même et cette pratique est copiée en de nombreuses provinces.

L'attaque contre les travailleurs étrangers à cette échelle massive fait suite à l'attaque systématique des autorités contre les organisations de travailleurs immigrés. Beaucoup d'entre elles sont sujettes aux tracasseries de la police. Les autorités espèrent par ces moyens lasser le courage des militants ouvriers étrangers qui sont les plus exploités parmi la classe ouvrière. Elles pensent ainsi faire de dociles esclaves se laissant tranquillement mourir de faim et acceptant n'importe quelles paie et conditions de travail imposées par le patronat.

La Ligue de Défense Ouvrière du Canada (dont le but est la défense des combattants de la classe ouvrière) est occupée à combattre un certain nombre de cas de déportation. Elle a commencé une campagne pour la défense des militants ouvriers. Une conférence est appelée à établir un conseil permanent pour mener à bien le travail de défense des ouvriers étrangers et britanniques.

---

**Ouvriers, Venez a la GRANDE ASSEMBLEE**

QUI AURA LIEU A LA

**Salle de Prince Arthur**

57 Prince Arthur Est

**Vendredi soir, 30 Janvier, a 8.30 P. M.**

## L'héritage de l'Institut du Baron Hirsch : entre la commission protestante et l'école Peretz (1890-1920)

Jean-Philippe Croteau, Étudiant au doctorat en histoire  
UQÀM

En 1890, l'organisation philanthropique de l'Institut Baron Hirsch, subventionné par l'Alliance Israélite Universelle de Paris, crée l'école du même nom, destinée aux enfants d'immigrants juifs nouvellement arrivés à Montréal. Cette école vise à offrir une formation séculière et religieuse, échelonnée sur cinq ans, pour familiariser ces immigrants avec les coutumes et les lois canadiennes, ainsi que de leur permettre d'apprendre la langue anglaise. Après la 5<sup>e</sup> année, les élèves de l'école Baron Hirsch poursuivent leurs études dans l'une des écoles de la Commission protestante.

En dépit du fait que l'école Baron Hirsch vise à faciliter l'intégration des élèves juifs aux écoles protestantes, de nombreux auteurs et historiens la considèrent comme la première école juive privée. D'autre part, les relations particulières qu'elle maintiendra tout au long de son histoire avec la Commission protestante la rendra suspecte pour certains membres de la communauté juive. Ainsi, l'étude faite par Simon Belkin, dans *Le mouvement ouvrier juif au Canada (1904-1920)*<sup>1</sup>, de l'école Baron Hirsch est intéressante à plus d'un égard. Les écoles juives fondées par les travaillistes-sionistes<sup>2</sup>, les écoles *Peretz Shule* et *Folks Shule* principalement, s'inscrivent en continuité avec cette école, dont elles s'inspirent largement. Toutefois, Belkin critique sévèrement l'école Baron Hirsch, qui a préféré s'in-

tégrer graduellement au système scolaire protestant de Montréal, plutôt que de fonder un réseau d'écoles privées juives.

Ce texte vise donc à présenter cette double perception de la première école juive à Montréal véhiculée par les chefs du mouvement travailliste-sioniste juif à Montréal et ainsi mettre en lumière les divisions et les déchirements de la communauté juive face aux nombreuses questions d'ordre scolaire que soulèvent l'existence et le développement de cette école. De plus, l'étude de l'école Baron Hirsch permet d'évaluer les relations entre la communauté juive et la

---

<sup>1</sup> Simon Belkin, originaire de Kiev, en Ukraine, arrive à Montréal en 1911. Très rapidement, il milite dans la plupart des institutions communautaires juives, les syndicats et les sociétés d'aide aux immigrants. Il écrit même dans la presse yiddishophone de Montréal. Bien qu'il aille s'établir aux États-Unis en 1954, il écrit deux ans plus tard son œuvre maîtresse *Le mouvement ouvrier juif au Canada 1904-1920*, dans lequel il décrit la montée du mouvement travailliste-sioniste, le *Poale-Zion*, à Montréal. Simon Belkin, *Le mouvement ouvrier 1904-1920*, Sillery, Septentrion, pp. 12-16.

<sup>2</sup> Le mouvement travailliste-sioniste prend pied à Montréal vers 1905 et a pour objectif la mise en place d'un État juif, mais aussi de maintenir dans les centres de la diaspora la culture yiddish par l'instauration d'un réseau institutionnel. D'après Pierre Anctil, la plus grande réussite du mouvement travailliste-sioniste est l'établissement d'un réseau d'écoles séculier qui fait la promotion de la culture juive et des idéaux du socialisme. *Ibid.*, pp. 35-37.

Commission protestante vers la fin du XIXe et au début du XXe siècle et d'obtenir une meilleure compréhension des débats qui ont mené, en 1903, à l'adoption d'une loi visant l'intégration des élèves juifs au système scolaire protestant.

### La première école privée juive

Simon Belkin, dans son ouvrage *Le mouvement ouvrier juif au Canada (1904-1920)*, décrit l'école Baron Hirsch comme une institution résolument avant-gardiste puisqu'elle constitue l'embryon d'un réseau d'écoles juives qui subsiste grâce aux fonds privés et aux dons philanthropiques. Selon Belkin, ce qui la distingue des écoles juives travaillistes-sionistes, qui vont être fondées postérieurement telles les écoles *Peretz Shule* en 1913 et *Folks Shule* en 1914, c'est qu'elle se finance à même les taxes scolaires des propriétaires juifs.

Mais là s'arrête la convergence entre l'école Baron Hirsch et les écoles travaillistes-sionistes. L'école Baron Hirsch aurait pu être à l'origine de l'établissement d'un réseau d'écoles juives séparées, mais, explique Belkin, ses dirigeants se sont arrogés le titre de représentant de la communauté juive et ont négocié une entente avec la Commission protestante dans le but de faciliter l'insertion des élèves juifs dans le réseau scolaire protestant. Cette entente, qui devient une loi en 1903, établit que « les personnes professant la religion judaïque seront traitées, pour les fins scolaires, de la même manière que les Protestants, et, pour les dites fins, seront assujetties aux mêmes obligations et jouissent des mêmes droits et privilèges que ces derniers». Aussi, les taxes scolaires des propriétaires juifs doivent être versées à la Commission protestante<sup>3</sup>.

L'auteur considère que la loi de 1903

a été fort néfaste pour la communauté juive pour deux raisons principales. Premièrement, les élèves juifs suivent le programme d'études protestant, qui comprend des cours d'enseignement religieux. Bien que leurs parents puissent obtenir une exemption pour ces cours, ils hésitent toutefois à le faire par crainte d'isoler leurs enfants de leurs camarades protestants. Deuxièmement, les Juifs ne bénéficient d'aucune représentation au Bureau de direction de la Commission protestante et n'ont par le fait même aucun droit de regard sur les politiques éducatives de cette commission scolaire.

Belkin cherche à démontrer que c'est en réaction à la loi de 1903 que le mouvement travailliste-sioniste a tenté de créer des écoles privées juives d'idéologie socialiste. Contrairement à l'école Baron Hirsch qui misait beaucoup sur l'apprentissage de l'anglais pour faciliter l'intégration de ses élèves dans les écoles protestantes, ces écoles se donnent pour tâche de solidifier l'identité juive parmi les communautés juives de la diaspora. Elles offrent une formation académique basée sur l'apprentissage de la culture, de l'histoire et de la littérature juive, sur l'enseignement des langues du yiddish et de l'hébreu, ainsi que sur la promotion des valeurs du socialisme<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> *Ibid.*, pp. 347-348. Les dirigeants de l'Institut Baron Hirsch sont pour la plupart des Uptowners, anglicisés et fortunés, qui ne souhaitent pas la création d'un réseau scolaire juif autonome. D'où leur empressement à parvenir à une entente avec la Commission protestante. Les travaillistes-sionistes, d'arrivée récente, socialistes et yiddishophones ont quant à eux comme objectif premier d'établir un réseau scolaire juif autonome. Arlette Corcos, *Montréal, les Juifs et l'école*, Sillery, Septentrion, 1997, p. 78.

<sup>4</sup> Belkin, *op. cit.*, pp. 303-314. Les Juifs ne sont pas seulement privés du droit de voter au sein de la Commission protestante ou du droit de se présenter à des postes électifs. Il y a aussi très peu de professeurs ou d'administrateurs juifs au sein de l'institution. Corcos, *op. cit.*, pp. 82-83.



## La querelle des taxes scolaires

Belkin fait une grossière erreur en prétendant que l'école Baron Hirsch était financée à même les taxes scolaires des propriétaires juifs. Pis encore, il décrit les premières années de l'histoire de cette école comme une période unique, une période de rayonnement pour la communauté juive, pendant laquelle elle avait accès à la gestion des revenus tirés des taxes scolaires et payées par les propriétaires juifs. Un avantage financier que les élites juives ont renoncé, selon lui, en acceptant de verser leurs taxes scolaires au fonds protestant. En fait, avant même que la communauté juive ne soit tenue de payer ses taxes scolaires à la Commission protestante suite à une entente avec celle-ci en 1894 et de par la loi de 1903, l'école Baron Hirsch n'a jamais reçu sa moindre part des taxes scolaires.

La loi de 1869 instaure une taxe foncière, basée sur la confessionnalité des propriétaires. Les propriétaires catholiques et protestants sont inscrits à une liste de contribuables correspondant à leur confession. Ainsi, les taxes des propriétaires catholiques sont versées à la Commission catholique et les taxes des propriétaires protestants à la Commission protestante. Les taxes scolaires payées par les sociétés, les corporations et les propriétaires ni catholiques ni protestants, sont versées au fonds dit des neutres, puis redistribuées au *prorata* de la population montréalaise. En 1870, une modification à la loi de 1869 octroie aux Juifs le « privilège » de s'inscrire sur la liste catholique ou protestante et donc de payer leurs taxes scolaires à la commission scolaire de leur choix. De tout temps, les propriétaires juifs ont décidé, à une exception près, de s'inscrire sur la liste protestante. En 1886, la Congrégation hispano-portugaise, qui regroupe

les membres les plus fortunés de la communauté juive, décide de se prévaloir du « privilège » de la loi de 1870 et de s'inscrire sur la liste catholique suite à une mésentente avec la Commission protestante<sup>5</sup>. Elle signe une entente extrêmement avantageuse avec la Commission catholique (CECM) par laquelle elle obtient un retour de 80 % de ses taxes scolaires, tandis que la CECM retient 20 %<sup>6</sup>.

Cette décision de la Congrégation hispano-portugaise de se tourner vers la CECM crée une situation assez particulière au sein de la communauté juive puisque la majorité des revenus des taxes scolaires des propriétaires, payés essentiellement par les membres de la Congrégation hispano-portugaise, profitent à un petit nombre d'élèves seulement. Grâce au retour de taxes scolaires de 80% dont elle bénéficie, la Congrégation hispano-portugaise obtient 1760 \$ qu'elle peut consacrer à ses trente élèves. La Commission protestante instruit 250 élèves, mais ne retire que 600 \$ des taxes scolaires payées par les propriétaires juifs. L'école Baron Hirsch, nouvellement créée, instruit 220 enfants d'immigrants juifs, et n'obtient rien du financement scolaire puisque les parents de ces derniers sont rarement propriétaires. Ainsi, comme le démontre le tableau suivant, 60 % des taxes scolaires payées par les Juifs de la Congrégation hispano-portugaise servent à instruire 5 % des élèves juifs. 20 % du revenu de ces taxes scolaires est consacré à l'éducation de 50 % des élèves juifs, qui fréquentent les écoles protestantes. Bien que l'école Baron Hirsch instruisse 45 % des enfants juifs, elle ne profite pas de cette distribution des taxes scolaires. Enfin,

<sup>5</sup> Corcos, *op. cit.*, pp.75-76.

<sup>6</sup> *Ibid.* p. 30-31.

la CECM retient environ 20% des revenus des taxes scolaires payés par les propriétaires juifs de la Congrégation hispano-portugaise<sup>7</sup>.

L'école Baron Hirsch naît en plein dans la tourmente de la querelle des taxes scolaires qui laissera de profondes séquelles au sein de la communauté juive. En plus d'avoir la tâche difficile de gérer une école, celle-ci doit combattre en faveur des principes d'une distribution équitable des taxes scolaires des propriétaires juifs. La survie financière de cette école, née dans un contexte particulièrement difficile, ainsi que sa reconnaissance officielle, dépendent donc du partage des revenus des taxes scolaires<sup>8</sup>. L'Institut Baron Hirsch devient donc un des adversaires les plus acharnés de la Congrégation hispano-portugaise et porte ses attaques sur plusieurs fronts à la fois. Il réclame à la Congrégation hispano-portugaise un dédommagement pour son école qui ne reçoit aucune part des revenus des taxes scolaires. Il menace d'aller devant les plus prestigieux tribunaux du pays, dont le Conseil privé de Londres, pour obtenir gain de cause. Enfin, il demande au gouvernement provincial de changer la loi relative au financement scolaire et lui propose de répartir le montant de la taxe scolaire proportionnellement au nombre d'élèves juifs dans chaque école :

«As a solution of this difficulty, the Society will suggest that the School Tax derived from the Jewish Real Estate proprietors of Montreal, should be kept separate and apart by the City Treasurer, and that amount therefore derived, should be by him distributed among all property established schools in the city in proportion to the number of Jewish children *bona fides* attending and taught at the said schools respectively<sup>9</sup>.»

C'est finalement après huit ans d'absence que la Congrégation hispano-portugaise accepte de retourner à la Commission protestante. Ses principaux dirigeants ont fait parvenir à celle-ci une proposition à la Commission protestante qui se résume en trois points : la Congrégation hispano-portugaise paiera ses taxes scolaires au fonds protestant ; l'école de la congrégation fermera ses portes et ses écoliers fréquenteront les écoles protestantes ; enfin, un professeur d'hébreu sera engagé au salaire annuel de 800 \$ pour enseigner dans une ou deux des écoles protestantes. Cette proposition, qui est acceptée, met fin à la querelle des taxes scolaires et rend effective l'intégration des Juifs au système scolaire protestant<sup>10</sup>.

La Congrégation hispano-portugaise n'est pas la seule à tirer des bénéfices de la crise des taxes scolaires. L'école Baron Hirsch, elle aussi, retire des gains non négligeables suite à l'affrontement avec la Congrégation hispano-portugaise. Elle bénéficie d'une subvention de la part de la Commission protestante fixée à 8,00 \$ par élève qui correspond à environ 3000 \$, une somme qui diminuera à 2000 \$ en 1899<sup>11</sup>. En échange de ce subside, destiné à l'entretien de l'école, l'école Baron Hirsch doit respecter certaines conditions fixées par la Commission protestante : le bâtiment de

<sup>7</sup> "Memorial of the Young Men's Hebrew Benevolent society of Montreal, A body corporate", *Canadian Jewish Congress Archives*, pp. 25-27.

<sup>8</sup> "Twenty-ninth Annual Report of the Directors, october 1, 1892". *Canadian Jewish Congress*, p. 5.

<sup>9</sup> "Memorial of the Young Men's Hebrew Benevolent society of Montreal, A body corporate", *Canadian Jewish Congress Archives*, p. 28.

<sup>10</sup> "October 31, 1894", *Canadian Jewish Congress Archives*.

<sup>11</sup> "May 29, 1900". *Canadian Jewish Congress Archives*.

l'école Baron Hirsch doit servir l'éducation des Juifs du voisinage; les taxes scolaires de la communauté juive sont versées obligatoirement au fonds protestant; la direction de cette école a l'obligation de consulter la Commission protestante pour l'embauche d'un professeur<sup>12</sup>.

Bien que cette subvention soit nettement insuffisante pour éviter des déficits budgétaires à l'école Baron Hirsch, elle lui assure un revenu fixe lui permettant d'éviter une faillite financière totale. L'école Baron Hirsch se finance elle-même grâce à la générosité des membres les plus fortunés de la communauté juive, mais même ce type de financement privé est lui aussi insuffisant<sup>13</sup>.

### La loi de 1903

L'entente de 1894 est scellée par une loi moins d'une dizaine d'années plus tard : la loi de 1903. Cette législation reprend essentiellement les mêmes principes : l'égalité entre les élèves juifs et protestants au sein des écoles protestantes est garantie et les taxes scolaires des propriétaires juifs sont versées obligatoirement au fonds protestant. Simon Belkin désigne les dirigeants de l'école Baron Hirsch comme les responsables de cette loi, qui a amené l'intégration progressive des Juifs au réseau scolaire protestant. De toute évidence, il regrette que les élites de la communauté juive n'aient pas plutôt tenté de mettre en place un réseau d'écoles juives. Il met en lumière les efforts du mouvement travailliste-sioniste, qui reprenne le flambeau, là où l'avait laissé l'école Baron Hirsch, pour essayer d'instaurer un réseau d'écoles privées juives.

Il est vrai, comme l'explique Belkin, que l'école Baron Hirsch cherche ultimement à favoriser l'intégration des élè-

ves juifs aux écoles protestantes, mais cela n'exclut pas que l'école ait eu d'autres vocations que l'intégration scolaire des élèves juifs dans le système scolaire protestant. Ses dirigeants définissent eux-mêmes leur école comme une institution préparatoire qui vise à faciliter l'insertion de ces enfants d'immigrants à la vie canadienne :

«This will, your board estimates, amount to a considerable outlay on the part of the Institution, but the members of the School committee — generally by the governors and members — that the work which is done in the school is invaluable and that there is no better way of helping those who settle in our country than by educating them in the language laws and customs of the land of their adoption and of training them up to be good, industrious, loyal citizens of this free and happy country.<sup>14</sup>»

Les dirigeants de l'école Baron Hirsch ont véritablement la conviction de jouer un rôle unique et primordial sur le plan scolaire dans la société montréalaise. En l'absence d'un système scolaire national et face aux écoles catholiques et protestantes surpeuplées, les dirigeants de l'école Baron Hirsch n'ont d'autres choix que d'instruire les enfants d'immigrants puisque, selon eux, aucune autre institution éducative montréalaise ne veut prendre à sa charge

<sup>12</sup> Correspondance School letter book. October 31, 1894". *Canadian Jewish Congress Archives*, pp. 1-4.

<sup>13</sup> "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society. Fortieth Annual Report of the Board of Directors for the year Ending October 1903", *Canadian Jewish Congress Archives*, pp. 11-14.

<sup>14</sup> "Forty first annual Report of the Baron Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society". *Canadian Jewish Congress*, p. 14.

l'éducation de ces écoliers.

Sans remettre en cause l'appui des dirigeants de l'école Baron Hirsch à la loi de 1903 et le rôle qu'ils ont joué dans l'adoption de cette loi, les documents de cette école nous révèlent que ses dirigeants ont éprouvé de sérieuses réserves envers certains aspects de la loi qui n'étaient pas en accord avec quelques-unes de leurs revendications ou de leurs attentes.

À la suite de la loi de 1903, la Commission protestante décide de retrancher deux ans de la formation académique offerte par l'école Baron Hirsch. L'enseignement dispensé aux élèves de cette école est donc réduit de cinq à trois années. Les dirigeants de l'école Baron Hirsch regrettent amèrement cette modification au programme d'études. Selon eux, un enseignement de trois ans est nettement insuffisant pour accueillir les enfants d'immigrants et les faire bénéficier d'une formation académique solide afin de faciliter leur intégration dans les écoles protestantes<sup>15</sup>.

Une autre des conséquences de la loi de 1903 sur le développement de l'école Baron Hirsch est que cette dernière cesse de façon pratique d'être une école juive autonome. La Commission protestante la considère désormais comme une école protestante ordinaire puisqu'elle met fin à la subvention annuelle de 2000 \$ qu'elle recevait depuis 1894<sup>16</sup>. Toutefois, il semble lors des négociations qui aboutirent à la loi de 1903, l'Institut Baron Hirsch aurait obtenu de la part des dirigeants de la Commission protestante la promesse qu'une certaine source de financement serait assurée à son école. Pourtant, lors de l'adoption de la loi de 1903 par l'Assemblée législative, aucune clause du texte de loi ne fait référence à une quelconque subvention destinée à l'école Baron Hirsch<sup>17</sup>.

Toutefois, la direction de cette école continue d'espérer l'aide financière de la part de la Commission protestante, notamment en raison de l'augmentation grandissante d'élèves roumains:

«At present as stated previously, we obtain \$2,000.00 from the Protestant Board but without new Legislation takes place that will terminate this year— Why should we ask you to assist us towards meeting the deficiency in the cost of the education of our children? Because— They are nearly all children of Immigrants who have arrived in Canada during the last three years— and a large proportion of whom are Roumanians. (...) We have then 200 Roumanian children in our school to educate and number is increasing every week. 7 others were admitted to the School on Monday March 2<sup>nd</sup> 1903. We trust therefore that you will take into your most serious consideration the problem which we have now before us and deal with the question in a most liberal manner.<sup>18</sup>»

---

<sup>15</sup> "Forty first annual Report of the Baron Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society". *Canadian Jewish Congress Archives*, p. 14.

<sup>16</sup> Dès l'année 1902, la subvention de la Commission protestante est retirée à l'école du Baron Hirsch. Celle-ci demande d'abord aux commissaires protestants le maintien de ce subside pour une année supplémentaire seulement, mais elle essuie un refus. Une action légale semble avoir été entreprise, mais sans qu'il y ait eu des résultats concrets. Dans un rapport du Jewish Colonisation Association de Paris, l'auteur se fait peu de doutes de l'issue de cette action légale et considère que l'école du Baron Hirsch doit renoncer au subside annuel de 2000 \$. "March 3<sup>rd</sup>", 1903. *Canadian Jewish Congress Archives*.

<sup>17</sup> "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society. Fortieth Annual Report of the Board of Directors for the year Ending October 1903", *Canadian Jewish Congress Archives*, pp. 17-18.

<sup>18</sup> March 3<sup>rd</sup> 1903. *Canadian Jewish Congress Archives*.

## L'entente de 1904

L'entente de 1904, signée entre l'école Baron Hirsch et la Commission protestante, officialise leurs nouvelles relations. En plus de favoriser l'intégration de l'école Baron Hirsch au réseau scolaire protestant, cette entente cherche à respecter l'esprit de la loi de 1903 qui garantit l'égalité entre les élèves protestants et juifs. Pourtant, une inégalité de traitement entre ces deux catégories d'élèves semble se perpétuer, notamment pour le paiement des salaires des employés et le financement de l'école Baron Hirsch.

Par l'entente de 1904 d'une durée de trois ans, soit du 1<sup>er</sup> septembre 1904 au 31 août 1907, la Commission protestante s'engage à nommer les professeurs et à les payer selon l'échelle des salaires en vigueur dans l'ensemble des écoles protestantes; elle fournit les manuels et l'équipement scolaire; enfin, elle paie le salaire du concierge. De son côté, l'école Baron Hirsch fournit l'eau, le chauffage et l'électricité, assure l'entretien du bâtiment, paie le salaire du professeur d'hébreu et toutes les dépenses liées à l'enseignement de cette matière<sup>19</sup>. Ainsi que nous le verrons plus tard, les engagements de la Commission protestante ne seront pas toujours honorés.

En 1907, la Commission protestante décide de ne pas renouveler l'entente de 1904 et cesse toute forme de collaboration avec l'école Baron Hirsch. Celui-ci n'a d'autre choix que de fermer son école. Toutefois, la Commission protestante se dit prête à accueillir les élèves du Baron Hirsch, mais ne reconnaît l'accès à ses écoles qu'à ceux qui ont une connaissance suffisante de la langue anglaise. Malgré cette réserve, 500 à 600 des 710 élèves de l'école Baron Hirsch sont intégrés aux écoles protestantes Aber-

deen et Belmont. Une centaine d'élèves, qualifiés de « non-compétents », par la Commission protestante se voient tout de même refuser l'accès aux écoles protestantes<sup>20</sup>.

Durant près d'un an, l'Institut Baron Hirsch échange une correspondance avec la Commission protestante dans laquelle il proteste avec véhémence contre le traitement fait aux élèves juifs considérés comme « non-compétents ». La Commission protestante accepte finalement de reconnaître sa responsabilité et de garantir l'égalité des droits aux élèves juifs. Au cours de l'année scolaire de 1908, ces derniers sont acceptés sans exception dans les écoles protestantes. La Commission protestante explique sa position précédente en justifiant la cause du litige par le manque d'espace dans ses écoles. La construction récente d'écoles permet donc d'accueillir tous les élèves Baron Hirsch<sup>21</sup>. C'est au cours de cet épisode que se termine l'existence Baron Hirsch, la première école juive à Montréal. L'école Baron Hirsch a vécu.

## Le salaire des instituteurs

De 1894 à 1907, l'école Baron Hirsch se réfère aux ententes de 1894 et

---

<sup>19</sup> "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society. Forty Annual Report of the Board of Directors for the year Ending October 1903". *Canadian Jewish Congress Archives*, pp. 26-27. "Baron Hirsch Day School report for Month of April 1904". *Canadian Jewish Congress Archives*.

<sup>20</sup> "Forty-Fourth annual report of the Board of directors of the Baron Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society (1907)". *Canadian Jewish Congress Archives*, pp. 9-10.

<sup>21</sup> "Forty-Fifth annual report of the Board of directors of the Baron Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society (1908)". *Canadian Jewish Congress Archives*, p. 9.

1904 pour revendiquer les divers subsides que la Commission protestante s'est engagée à lui verser pour. Durant toute cette période, le paiement du salaire des instituteurs, du concierge et même du directeur d'école est réclamé. La situation est si critique que l'Institut Baron Hirsch doit puiser dans son fonds d'immigration, originellement destiné aux immigrants, pour payer le salaire des instituteurs<sup>22</sup>. Il apparaît très clairement que les employés de l'école Baron Hirsch, tant les instituteurs, le directeur ou le concierge, sont sous-payés par rapport à leurs collègues dans les écoles protestantes ordinaires.

À plusieurs reprises, les instituteurs de l'école Baron Hirsch écrivent à W. H. Baker, le directeur de l'école, pour réclamer le même salaire que les instituteurs protestants dans les autres écoles de la Commission protestante. Selon eux, ils ne sont payés que le tiers du salaire en vigueur dans les écoles protestantes, soit le salaire le plus bas de la Commission protestante. Le salaire des instituteurs catholiques à la CECM, pourtant inférieur à celui des instituteurs protestants, est même plus élevé que celui des instituteurs de l'école Baron Hirsch<sup>23</sup>.

Les dirigeants de l'école Baron Hirsch se sont penchés sur la question et rejoignent tout à fait la position des instituteurs. Ils constatent que le salaire annuel du directeur de l'école Baron Hirsch est de 650 \$, tandis que celui son homologue protestant dans les autres écoles de la Commission est le double, soit 1500 \$. Le salaire minimum d'un instituteur protestant est de 600 \$, tandis que celui d'une institutrice varie entre 300 et 700 \$. À l'école Baron Hirsch, le salaire des institutrices varie entre 250 et 400 \$<sup>24</sup>.

Ces écarts entre les salaires s'avè-

rent particulièrement élevés lorsqu'on étudie le montant que chaque école consacre à la rémunération de ses employés. Dans une étude publiée par la Commission protestante qui compare le coût d'entretien de trois de ses écoles, la part accordée au salaire des employés à l'école Baron Hirsch est disproportionnée par rapport à celle des deux autres écoles protestantes. Ainsi, l'école Baron Hirsch consacre 3013,13 \$ au salaire de ses employés tandis que les écoles protestantes Anne et Berthelet accordent respectivement à l'ensemble de leurs employés 7412,15 \$ et 8737,65 \$, ce qui correspond à plus du double du montant de l'école Baron Hirsch<sup>25</sup>.

### **Le sous-financement scolaire**

Une autre des revendications de l'école Baron Hirsch concerne le financement scolaire, alors qu'elle considère qu'elle n'obtient pas sa juste part des deniers publics comparativement aux autres écoles protestantes. Rappelons que l'entente de 1894 accorde à l'école Baron Hirsch un subside de 8,00 \$ par élève soit 3000 \$, restreint à 2000 \$ en 1899. Les commissaires protestants ont justifié cette réduction en affirmant qu'ils refusaient d'offrir davantage à une école fréquentée par 332 élèves en 1899 et 346 élèves en 1900, alors qu'ils estiment que le bâtiment de l'école ne peut accueillir que 250 élèves.

---

<sup>22</sup> "November 1904", *Canadian Jewish Congress Archives*.

<sup>23</sup> "February, 15, 1900". *Canadian Jewish Congress Archives*.

<sup>24</sup> "May, 29, 1900". *Canadian Jewish Congress Archives*.

<sup>25</sup> "Abstract showing of maintenance of schools, 1902-3.

From report prot. school. Commrs. 1902-3". *Canadian Jewish Congress Archives*.

Dans son rapport, le président de l'Association juive de colonisation de l'Alliance Israélite Universelle (A. I. U.) évalue toutefois les dépenses à 2871 \$ de l'école Baron Hirsch pour l'année 1899, ce qui constitue à une dépense nette de 8,65 \$ par élève. Il rappelle aussi que le montant d'argent consacré à chaque élève dans les écoles protestantes est de 19,32 \$. À défaut d'obtenir la somme de 8,65 \$ par élève, la direction de l'école Baron Hirsch exige de

recevoir de la Commission protestante au moins 8,00 \$ par élève ou 2000 \$ sans aucune restriction<sup>26</sup>.

L'étude *Abstract showing of maintenance of schools, 1902-1903. From report prot. School commrs, 1902-1903*, mentionnée précédemment, confirme l'assertion que l'école du Baron Hirsch est sous-financée par la Commission protestante.

**RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION PROTESTANTE POUR LES ANNÉES  
1902-1903. DÉPENSES PAR ÉCOLE.**

	Salaires	Gaz	Réparations	Entretien	Total
Ann	7412.15	328.55	314.17	132.31	8333.17
Nombre d'élèves: 457					
Montant consacré par élève: 18.89					
			Frais de scolarité 2.83	21.72	
Baron de Hirsch	3013.53	588.94	115.70	200	4243.96
Nombre d'élèves: 477					
Montant consacré par élève					
					8.90
Berthelet	8737.65	525.55	334.38	96.77	9924.25
Nombre d'élèves: 552					
Montant consacré par élève : 18.73					
			Frais de scolarité :3.40	22.13	

L'école Baron Hirsch dépense 4243,96 \$ pour l'entretien. Les écoles protestantes, Ann et Berthelet, dépensent respectivement plus du double du montant de celle du Baron Hirsch : 8333,37 \$ et 9924,25 \$.

C'est vraiment le montant d'argent consacré annuellement à chaque élève qui peut nous renseigner sur l'ampleur de l'écart

<sup>26</sup> "May, 29, 1900", *Canadian Jewish Congress Archives*.

des revenus entre l'école Baron Hirsch et les écoles protestantes. Avec une population étudiante de 477 élèves, l'école Baron Hirsch consacre à chacun de ses élèves la somme de 8,90 \$. L'école protestante Ann alloue 18,89 \$ par élève et l'école Berthelet accorde 18,72 \$. Il faut toutefois expliquer que la clientèle scolaire de l'école Baron Hirsch désavantage celle-ci par rapport aux écoles protestantes. La presque totalité de ses élèves sont des immigrants, pour la plupart exemptés de payer des frais de scolarité, alors que ces mêmes frais de scolarité restent en vigueur dans les autres écoles protestantes. Ainsi, l'école Baron Hirsch est privé de sources de revenus supplémentaires. Avec des frais de scolarité de 2,83 \$, l'école Anne augmente à 21,72 \$ la somme consacrée à chaque élève. Les frais de scolarité de 3,40 \$ de l'école Berthelet augmente à 22,13 \$ le montant d'argent destiné à chaque élève. Mais, il reste que même sans les frais de scolarité, les écoles protestantes consacrent près de deux fois plus d'argent à chacun de leurs élèves que l'école Baron Hirsch<sup>27</sup>.

À partir de 1904, l'école Baron Hirsch ne bénéficie plus de la subvention de 2000 \$, la Commission protestante assume plutôt le salaire des instituteurs, du directeur et du concierge, ainsi que le coût des manuels et de l'équipement scolaire. Toutefois, la situation ne semble pas différente des années antérieures puisque les dirigeants de l'école Baron Hirsch reprochent à la Commission protestante de ne pas payer sa part des dépenses prévues selon l'entente de 1904.

Dès le mois d'octobre 1904, le directeur de l'école Baron Hirsch, W. H. Baker, écrit au commissaire C. J. Binmore pour lui rappeler une clause de l'entente de 1904 par laquelle la Commission protestante doit

assumer le salaire du concierge. Or, celle-ci n'en paie qu'une petite partie, soit 20 \$ par mois, alors que le salaire minimum d'un concierge en vigueur à la Commission protestante est de 25 \$. Baker évalue à 40 \$ le salaire du concierge à l'école Baron Hirsch, ce qui comprend aussi les frais liés à la chambre, le chauffage et l'éclairage fournis par l'école. Il réclame donc que la Commission protestante verse au moins le salaire minimum au concierge. Il ne semble pas que le commissaire B. J. Binmore ait répondu positivement à la demande de Baker<sup>28</sup>.

La même année, Baker écrit à la Commission protestante pour réclamer que celle-ci honore ses engagements et paie sa part des dépenses liées aux manuels et à l'équipement scolaire, prévue par l'entente de 1904, qu'il évalue au montant de 450 à 500 \$<sup>29</sup>. Il ne faut pas croire que la Commission protestante fait continuellement la sourde oreille aux doléances de l'école Baron Hirsch. Il arrive quelquefois que cel-

<sup>27</sup> "Abstract showing of maintenance of schools, 1902-3. From report prot. School. Commrs. 1902-3". *Canadian Jewish Congress Archives*. Si l'école du Baron Hirsch se plaint de l'insuffisance du financement public, elle doit répondre aussi à de virulentes critiques de la part de la presse anglo-protestante. En effet, celle-ci rend compte d'un certain rapport de la Commission protestante qui évalue le coût de l'éducation des élèves juifs à 18 000 \$. Le montant de 5000 \$ de taxes scolaires payées par les propriétaires juifs est déduit par le subside de 2000 \$, ce qui limite la contribution de la communauté juive à 3 000 \$. Toujours d'après les autorités protestantes, le coût de l'éducation des Juifs occasionnerait donc à la Commission protestante un déficit de 15 000\$. Quant au coût annuel par élèves, les mille écoliers juifs qui fréquentent les écoles protestantes ou l'école du Baron Hirsch coûtent 26,00\$ ou 31,00\$ chacun, tout dépendant si l'on tient compte des frais de scolarité aux écoles Aberdeen et Dufferin qui s'élèvent à 5,00\$. Un élève protestant n'en coûterait que 17,00 \$ par année à la Commission protestante, soit moitié moins. Le directeur de l'école du Baron Hirsch, W. H. Baker, qualifie ces allégations autant inexactes qu'absurdes. "Baron de Hirsch Day School. Report for the month of January 1899." *Canadian Jewish Congress Archives*.

<sup>28</sup> October 6, 1904. *Canadian Jewish Congress Archives*.

<sup>29</sup> "June 14, 1904". *Canadian Jewish Congress Archives*.



les-ci soient acceptées par la Commission protestante comme dans ce cas-ci alors qu'E. W. Arthy, surintendant de la Commission protestante, accepte les exigences de Baker<sup>30</sup>.

L'histoire de l'école Baron Hirsch est ponctuée de crises au sein de la communauté juive, mais aussi entre la communauté juive et la Commission protestante. Cette étude rend compte des dissensions au sein de la communauté juive au sujet du modèle scolaire que cette dernière doit privilégier. L'école Baron Hirsch est au centre de ces déchirements intracommunautaires. Première école privée juive, elle est d'abord la source d'inspiration des dirigeants juifs de tendance socialiste qui la considèrent comme le premier jalon d'un réseau scolaire juif, indépendant des deux grandes commissions scolaires catholique et protestante, à Montréal. De modèle, elle se transforme ensuite en contre-modèle pour les travaillistes-sionistes quand elle tente de s'intégrer progressivement au réseau scolaire protestant. La loi de 1903 qui identifie les Juifs comme « protestants à des fins scolaires » provoque une rupture entre les dirigeants de l'école Baron Hirsch et les dirigeants socialistes juifs. Le mouvement travailliste-sioniste ne pardonne pas aux dirigeants de l'Institut Baron Hirsch d'être les signataires d'une loi qui prive la communauté juive de son autonomie en matière scolaire.

L'étude de l'école Baron Hirsch témoigne aussi de ses relations difficiles avec la Commission protestante et qui sont constamment remises en question au gré des crises. Les ententes de 1894 et de 1904, ainsi que la loi de 1903, constituent un mariage de raison visant d'abord et avant tout d'assurer à la Commission protestante que l'ensemble des taxes scolaires juives soient payées au fonds protestant.

La correspondance et les documents de l'Institut Baron Hirsch mettent en lumière l'insuffisance du financement dispensée par la Commission protestante à l'école Baron Hirsch par rapport aux autres écoles protestantes, malgré les ententes de 1894 et 1904. En dépit de la loi de 1903, qui visait à garantir l'égalité entre les élèves juifs et protestants, l'école Baron Hirsch fait figure de parent pauvre dans le réseau scolaire protestant et ses élèves sont considérés comme une clientèle scolaire de seconde zone.

L'histoire de l'école Baron Hirsch témoigne donc de la difficulté qu'éprouvent la communauté juive et la Commission protestante à parvenir à des ententes sur le plan scolaire, ainsi que l'extrême fragilité de ces mêmes ententes. Loin de se régler avec la loi de 1903, la question de la place des Juifs dans le système scolaire québécois ne fait que s'envenimer durant les années 1920 et 1930 à un tel point que les autorités de la Commission protestante en viennent à réclamer l'abrogation de la loi de 1903 et qu'un projet d'une commission scolaire juive est soulevé. Il apparaît donc évident que les efforts déployés par l'école Baron Hirsch pendant ses dix-sept années d'existence pour obtenir l'égalité de traitement entre Juifs et protestants au sein de la Commission protestante ont amorcé des débats, qui se sont poursuivis pendant deux décennies, et ont été bien près de causer une rupture définitive entre la communauté juive et la Commission protestante.

---

<sup>30</sup> "June 20, 1904". *Canadian Jewish Congress Archives*.



## IN MEMORIAM

Odette Vincent est décédée le 15 octobre 2002

Odette Vincent fut membre du RCHTQ pratiquement depuis les débuts. Elle fut membre du comité exécutif et a participé à de nombreuses activités, notamment comme membre du comité d'évaluation des publications et comme conférencière.

Elle était titulaire d'une maîtrise en histoire de l'Université d'Ottawa (1988). Parmi ses nombreuses activités, elle a travaillé comme assistante de recherche et chercheure à l'IQRC (INRS-Culture et société) de 1988 à 1995 où elle a participé à la rédaction de l'*Histoire de l'Outaouais*, puis elle a dirigé le projet qui a conduit à l'*Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*.

Son mémoire de maîtrise, *Filles et familles en milieu ouvrier : Hull, Québec à la fin du XIXe siècle* fit l'objet de la quatrième publication du RCHTQ dans la Collection Études et documents en 1991.

*Parmi les publications d'Odette Vincent, notons :*

*Histoire de l'Outaouais*. (Sous la direction de Chad Gaffield). 1994.  
*Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*. (Sous la direction d'Odette Vincent).  
Collection Les régions du Québec. 1995.  
*Guy Provost, Rêver les yeux ouverts*. Hull, Vents d'Ouest. 1999.  
*La vie musicale au Québec art lyrique, musique classique et contemporaine*. Sainte-Foy, Québec, Editions de l'IQRC. 2000

Nous offrons nos sincères condoléances à son mari et ses deux enfants.

